

O défense de Occident

9193

Maurice BARDECHE :

L'Espagne et le procès de Burgos.

UNIVERSITY
OF MICHIGAN

DEC 14 1971

PERIODICAL
READING ROOM

Per ENGDAHL :

La « ligue Almirante » au IX^e Congrès National
du M.S.I.

P. MULLER :

La planification française, mort d'une grande
espérance.

Jean-Guy RENS :

Drieu La Rochelle ou la fatalité du suicide (III).

SAINT-PAULIEN :

Armand Bernardini, un demi-siècle de lutte pour
l'Occident.

CHAQUE MOIS, VOUS DEVEZ LIRE

L'ELITE

européenne

LA TRIBUNE DES NATIONALISTES

Spécimen gratuit sur demande

62, rue de Ponthieu, Paris (8^e)

LECTURES FRANÇAISES

REVUE DE LA POLITIQUE FRANÇAISE

Henry COSTON :

DICTIONNAIRE DE LA POLITIQUE FRANÇAISE, 1.088 p., ill., relié toile.	90 F	LA HAUTE FINANCE ET LES REVOLUTIONS.	6 F
L'un des 300 ex. numérotés	135 F	LES TECHNOCRATES ET LA SYNARCHIE.	15 F
LA FRANCE A L'ENCAN.	12 F	PARTIS, JOURNAUX et HOMMES POLITIQUES (Derniers exemp.).	30 F
LA HAUTE BANQUE ET LES TRUSTS Sur alfa numér. (440 p.).	24 F 18 F	DICTIONNAIRE des PSEUDONYMES. Tome I	18 F
LE RETOUR DES « 200 FAMILLES »	15 F	Tome II (en souscription)	
L'EUROPE DES BANQUIERS.	18 F	En souscription	
LE SECRET DES DIEUX.	24 F	ONZE ANS DE MALHEUR (1958-1969).	19,50 F
LA REPUBLIQUE DU GRAND ORIENT.	15 F	Edit. numérotée sur alfa	60 F
		<i>G. et H. COSTON :</i>	
		LE JOURNALISME EN 30 LEÇONS.	18 F

Au total : ——— F + 10 % pour le port

Ci-joint : ——— F en un mandat, chèque ou virements 3 volets
(C.C.P. Librairie Française - Paris 11.447-35)

LA LIBRAIRIE FRANÇAISE

27, rue de l'Abbé-Grégoire, Paris (6^e)

Défense de l'Occident

Nouvelle série — 19^e année

Décembre 1970 — N° 93

SOMMAIRE

- Maurice BARDECHE : *L'Espagne et le procès de Burgos*. 3
- Per ENGDAHL : *La « ligne Almirante » au IX^e Congrès National du M.S.I.* 12
- Une expérience corporative*. 21
- P. MULLER : *La planification française, mort d'une grande espérance*. 22
- Jean-Guy RENS : *Drieu La Rochelle ou la fatalité du suicide (III)*. 32
- François DUPRAT : *Le Fascisme et la jeunesse*. 46
- Jean-Yves COULON : *L'Immigration en France*. 54
- CHRONIQUES :
- LA CHRONIQUE DES LIVRES de Jean-Paul ROUDEAU, Christian de BONGAIN, Jean CHALVIDANT, Yann BEUZEC (H. Coston, H. Le Boterf, Nicole Ollier, R. Ambelain, MM. Martin, Harrisson Salisbury, J. de Mahieu, Edith Delamare, G. Denoyan, J. Hermone, Jean Cau, H. de Montherlant, A. Merglen). 60
- LA CHRONIQUE DES ARTS de F.-H. LEM : *L'Expressionnisme européen au Musée national d'art moderne ; Maurice Denis à l'Orangerie des Tuileries ; Les Clouet et la cour des rois de France*. 72
- DOCUMENTS :
- La Commémoration du quatrième centenaire de la bataille de Lépante*. 81
- SAINT-PAULIEN : *Armand Bernardini, un demi-siècle de lutte pour l'Occident*. 86
- Un procès en Suisse : Le procès du docteur Mathez*. . . 94

13, rue des Montibœufs - PARIS (20^e) - CCP 65.35.65 Paris

BULLETIN D'ABONNEMENT

Veillez m'inscrire pour un abonnement de
à votre revue *DEFENSE DE L'OCCIDENT* à partir du
N°

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

.....

Signature :

Prix numéro ordinaire : 3,75 F

Abonnements. 1 an : 35 F

Etranger : 1 an : 37 F

Propagande : 50 F et 100 F

*Paiement par mandat, chèque bancaire, ou virement postal
adressé à « Défense de l'Occident », 13, rue des Montibœufs
Paris-20^e — C.C.P. 65-35-65 Paris.*

Copyright by *Les Sept Couleurs*, 1969

n'é
cri
tou
d'É
qu
Po
Le
fas
du
qu
dé
ép
me
co
n'
l'
ell
le
pe
pr
la
qu
de

Maurice BARDECHE

L'Espagne et le Procès de Burgos

La campagne de calomnie et de haine contre l'Espagne n'étonnera personne. Les habituelles formulations hypocrites ne peuvent faire illusion. En réalité, l'Espagne est toujours le pays que les grands pays démocratiques d'Europe détestent parce qu'il est le dernier des régimes qui se sont dressés entre 1930 et 1940 contre le Front Populaire et celui que l'on n'a pas pu encore abattre. Le véritable clivage entre les « fascistes » et les « anti-fascistes » s'est fait, en réalité, en 1936 au moment du soulèvement national en Espagne. C'est à cette date qu'est née la guerre de religions qui a divisé si profondément les esprits en Europe et qui devait avoir son épilogue en 1945. Les positions furent prises à ce moment-là. Les haines durent depuis ce temps. Beaucoup de règlements de comptes qui ont eu lieu en 1945 n'eurent pas d'autre origine que les positions prises à l'occasion du soulèvement franquiste. L'Espagne est bien, elle est toujours, comme le disait un certain M. Lévy, le pays qu'on aurait dû abattre en 1945, qu'on a « raté » pour des raisons inexplicables et dont la prospérité, le prestige et la pérennité provoquent encore aujourd'hui la fureur de tous ceux qui n'ont pas cessé de regretter que l'Europe entière ne soit pas tombée sous la dictature des régimes de Front Populaire.

Ces sentiments sont bien connus de tous ceux qui

savent les origines de la presse actuelle dans toute l'Europe et qui ne se font pas d'illusions sur les véritables détenteurs des **mass media**. Sous des formes plus ou moins édulcorées, du **Figaro** à **l'Humanité**, l'hostilité systématique contre le régime franquiste a inspiré la totalité des articles et des campagnes provoqués par le procès de Burgos. Il en est de même dans la presse étrangère, en Allemagne et en Italie. Cette presse, née de l'antifascisme, installée pour le servir, dirigée par les hommes de l'antifascisme, s'est retrouvée unie devant ce procès qu'elle a voulu délibérément exploiter et dans lequel elle a cru trouver une occasion inespérée d'ébranler le régime qu'elle déteste. La première leçon à tirer de cette unanimité de la haine, c'est aux Espagnols eux-mêmes qu'il convient de la tirer. Ils auront compris, je suppose, ce qu'il y a d'illusoire à l'heure actuelle dans les tentatives qu'ils ont faites pour se rapprocher loyalement des autres nations européennes et demander qu'une place leur soit faite parmi elles.

Les Espagnols auront eu l'occasion dans l'affaire de Burgos de mesurer exactement leur position réelle. Tant que l'Europe sera ce qu'elle est en ce moment, cette position ne changera pas : l'Espagne sera toujours en quarantaine. C'est une erreur propre au libéralisme technocratique que de croire qu'on peut amadouer ou se rapprocher par l'économie : l'économie ne détermine pas les idées, les sentiments, les rancunes et les passions qui nourrissent la politique. Ceux qui pensent, pour l'Espagne comme pour l'Europe, qu'on peut passer de l'économique au politique se trompent. Ce sont deux routes qui ne sont parallèles que pour les technocrates. Un jour ou l'autre, les technocrates auront un réveil amer quand ils s'apercevront qu'elles ne sont, en réalité, ni parallèles, ni convergentes.

L'isolement de l'Espagne et la haine persistante contre elle contiennent donc une leçon qui ne s'adresse pas seulement aux Espagnols, mais à tous les Européens. Il est faux de croire que le commerce des oranges conduit à la réconciliation des peuples, il n'est pas moins faux de penser que le **Traité de Rome** et le **Marché Commun**

peuvent conduire à une communauté politique. Le recul actuel de l'idée européenne n'a pas d'autre raison que cette confusion des genres. Ayons le courage d'ajouter qu'à la lumière de ces événements et de quelques autres du même genre, ce recul de l'idée européenne ne nous consterne nullement, nous nous en félicitons au contraire. Nous n'avons pas cessé de soutenir, depuis que cette revue existe, qu'il n'y a aucun rapport réel entre l'Europe du Marché Commun que les Juifs et les ploutocrates vainqueurs ont imaginée en 1945 et l'Europe des peuples à laquelle nous pensons. L'Europe politique à laquelle on prétend aboutir actuellement, avec les abandons de souveraineté inévitables qu'elle suppose, ne peut avoir pour résultat, dans la situation où nous nous trouvons aujourd'hui, que de confier à un consortium d'antifascistes non seulement le contrôle du destin de l'Europe, mais le contrôle de la vie politique dans les différents pays européens. Quand l'Allemagne est dirigée par un traître qui s'abîme en agenouillements mystiques déshonorants pour son pays et insultants pour les soldats de l'armée allemande, ce n'est pas le moment de confier à des Allemands un droit de contrôle sur la politique de notre pays. Si l'Europe doit être juive, nous préférons qu'il n'y ait pas d'Europe. Si l'Europe doit être crypto-communiste, nous préférons qu'elle soit faible et qu'elle n'ait aucune digue à imposer à un ordre nouveau de la politique.

Un changement de personnel, d'orientation et de mentalité dans les différents pays européens est une condition préalable indispensable à la construction politique de l'Europe. L'isolement de l'Espagne prouve que c'est une Europe de Front Populaire qu'on nous propose et qu'on nous prépare. Cette Europe de la mort, nous n'avons aucune raison de tendre le cou au-devant d'elle.

*
**

L'irritation causée au peuple espagnol par cette position unanime de la presse étrangère a conduit à un résultat que les promoteurs de cette campagne n'atten-

daient pas : les manifestations spontanées et vigoureuses qui se sont produites dans toute l'Espagne en faveur du régime de Franco, qui sont en même temps des manifestations en faveur d'un régime de paix intérieure et d'autorité. Cette réponse est sans équivoque.

Elle nous enseigne que tout régime national qui a la volonté de se défendre a des racines assez profondes dans l'opinion pour repousser les conspirations. Les élections sont une mécanique superflue, lorsqu'un régime a gardé la sympathie et la confiance de la « majorité silencieuse ».

Les méthodes actuelles de la guerre subversive placent dans un éclairage spécial les revendications particularistes. Quand des nationalistes basques, catalans ou bretons, agissant en nationalistes, demandent la résurrection de libertés ou de privilèges qui ont été traditionnels autrefois, leur demande ne doit pas être repoussée avec suffisance et orgueil et le dialogue est possible avec eux. Mais si une sécession est exigée par un groupe d'opérations communiste en vue de constituer une tête de pont communiste, on se trouve en présence d'un épisode de la guerre subversive, c'est une « situation de guerre » qui est créée alors, à laquelle il faut répondre par les moyens de la guerre, les cours martiales et le nettoyage de l'ennemi. Tout mouvement séparatiste qui ne liquide pas lui-même ses agents communistes s'expose à devenir un jour, non plus une partie de la nation qui demande un statut propre, mais une unité politico-militaire manœuvrée par l'étranger. Et cela, aucun pays ne peut le tolérer.

Le problème du nationalisme basque, catalan ou breton ne peut être abordé qu'à la lumière de cette distinction. Si les nationalistes basques sont des nationalistes espagnols aux aspirations desquels le gouvernement central est resté sourd, qu'ils le prouvent en se débarrassant des agents communistes qui se sont installés parmi eux. Mais si l'objectif des nationalistes basques est d'installer de Bayonne à Santander une république populaire dirigée de Moscou, alors ils doivent être traités comme des soldats sans uniforme que les lois de la guerre permettent d'exécuter sans jugement.

Une des plus grandes perversions de l'époque moderne est la revendication d'un statut juridique spécial pour les bandits qui se réclament d'une idéologie. On nous a si bien habitués à prendre des vessies pour des lanternes qu'on n'hésite pas à nous suggérer qu'il existe des hold up vertueux, des assassinats hautement respectables et des kidnappings devant lesquels il faut s'incliner avec beaucoup de considération. C'est évidemment la conséquence logique de la considération qu'on nous demande d'avoir pour des tueurs et des pillards à partir du moment où ils crient « Vive la Russie » ou « Vive la Chine ». Il n'y a pas de paix possible, il n'y a pas d'Etat possible, il n'y a pas de sécurité possible, tant qu'on reconnaît comme des « actes de guerre », les meurtres, vols, enlèvements, séquestrations, tortures, commis par des « bandes » au nom d'un soi-disant droit de chacun à la « guerre civile ». Un meurtre, un hold up, un enlèvement sont des crimes de droit commun qui relèvent des juridictions de droit commun. S'ils sont commis avec l'aggravation d'une intention politique, c'est-à-dire d'une conjuration mettant en péril la situation des personnes et des biens, ils relèvent des procédures expéditives de l'état de siège.

*
**

C'est pour s'être éloigné de ces vérités premières que le gouvernement espagnol s'est mis lui-même en difficulté. En essayant de jouer la carte du libéralisme dont l'échec en politique internationale est aujourd'hui flagrant, le gouvernement espagnol s'est coupé des sources d'inspiration saines et populaires qui avaient été à l'origine du soulèvement national de 1936. Au lieu de développer la Phalange et de créer au moyen de la Phalange un instrument de contact perpétuel, une respiration continue entre le pays et le pouvoir, le gouvernement espagnol s'est laissé enfermer dans la tour d'ivoire des technocrates, des politiciens et des intrigants. De cette passerelle de commandement on ne voit plus ce qui se passe réellement

à l'intérieur du navire. On n'est plus renseigné que par des appareils et des rapports. On ne sent plus les pulsations de la vie nationale. On ne devine pas les points sur lesquels vont éclater les crises, et, par conséquent, on ne peut les prévenir. C'est de cette surdité, de cet encerclement par les grands bourgeois et les hauts fonctionnaires, qui menace tous les régimes de gérance, que l'Etat espagnol souffre aujourd'hui et c'est pourquoi il se trouve devant une situation que ses ennemis présentent comme une crise. Cette crise n'est pas réelle. Les manifestations des grandes villes d'Espagne ont prouvé l'attachement au régime de la population et de l'armée. Mais ce plébiscite que les circonstances ont fait naître n'en laisse pas moins subsister un élément d'inquiétude qui est précisément le manque d'imagination, de sensibilité du gouvernement central. Le franquisme a parfaitement résisté aux assauts de ses adversaires et nous nous en félicitons. Les événements qu'il a laissé se développer et qui ont provoqué ce plébiscite montrent en même temps qu'il n'a pas su résister à la sclérose et s'infuser le sang frais avec lequel il aurait fallu aborder les années difficiles de la succession.

La rupture avec la Phalange, c'est-à-dire la rupture avec l'inspiration populaire qui se trouvait à la base du soulèvement de 1936 a été la faute la plus grave du régime de Franco. La solution de facilité qui consistait à refuser le dialogue était en effet confortable : mais elle devait aboutir un jour ou l'autre à des difficultés qui naissent de ces situations malsaines qu'on ignore, dont on diffère la solution, que la victoire politique camoufle, mais qu'elle ne fait pas disparaître. C'est là une leçon qui dépasse l'histoire de l'Espagne elle-même, car elle est une leçon pour tous les régimes de gérance qui ont tendance à s'enfermer dans des politiques d'états-majors qui sont très proches de la politique de l'autruche. Le problème continu, capital, fondamental, de tout régime d'autorité est de garder le contact avec l'opinion populaire. C'est du manque de contacts avec la base, c'est de l'asphyxie des communications que naissent le vieillissement, l'entêtement et les fautes. Cela est vrai de l'Espagne quand

L'Espagne veut ignorer l'existence des irrédentistes, cela est vrai de la France quand la France s'obstine dans une politique folle d'écrasement de la classe moyenne, cela est vrai de l'Allemagne quand l'Allemagne poursuit une politique idéologique chimérique. Les gouvernements qui vivent en vase clos trouvent toujours un jour ou l'autre des échéances dramatiques. La seule manière d'échapper à ces échéances est d'inventer quelque cordon ombilical qui les relie à l'homme de la rue.

La surdité au problème basque ou au problème catalan et en France à des problèmes analogues qui se posent avec moins d'acuité est un type de surdité particulier aux régimes technocratiques. L'irrédentisme n'est rien d'autre qu'une poussée de fièvre qui montre que quelque part et pour quelque raison le mécanisme du pouvoir est grippé. On peut toujours évidemment ignorer ces accès de fièvre comme on peut ignorer ceux qui se produisent périodiquement sur le plan social et qui dénoncent le même malaise. Mais ce mal qu'on ignore s'aggrave pendant que le gouvernement se compl t dans sa surdité et se félicite de sa fermeté. L'art du gouvernement consiste à rester fidèle à une certaine conception de la vie et de l'autorité, mais il consiste aussi à tolérer tout ce qu'on peut tolérer sans danger à l'intérieur de cette conception. Les définitions de la nation sous lesquelles nous vivons ne sont pas sacro-saintes. La France comme l'Espagne peut tolérer des assouplissements qui ont été d'ailleurs dans la tradition de leur histoire et n'ont été abrogés qu'à une date relativement récente sous la pression du centralisme idéologique jacobin.

Il y a certainement parmi les Basques qui aspirent à une certaine forme d'autonomie ou, tout au moins, à certaines concessions, des hommes qui sont foncièrement anticommunistes. On me fera difficilement croire que les **requetes** de Navarre, ou que les nationalistes basques de 1936 sont devenus soudainement des adeptes du marxisme. Le rôle de la Phalange pouvait être justement de suggérer les solutions justes par lesquelles on pouvait leur donner satisfaction sans mettre en danger l'unité

nationale espagnole, Certes, ces solutions n'étaient peut-être pas faciles à trouver. Mais il valait la peine de les chercher. Ce n'est pas par la surdité des technocrates qu'on peut donner une réponse à des aspirations qui sont parfois séculaires. Si un dialogue doit s'engager entre les nationalistes basques et l'Espagne, entre les nationalistes catalans et l'Espagne, entre les nationalistes bretons et la France, il ne peut se fonder uniquement sur l'affirmation que le Pays Basque, la Catalogne ou la Bretagne veulent être séparées de l'Espagne ou de la France, mais il doit aboutir aussi à se demander si le Pays Basque, la Catalogne ou la Bretagne peuvent vivre sans l'Espagne ou sans la France. Lorsque les questions sont posées ainsi, non pas dans une atmosphère de contrainte, mais dans une atmosphère de bon sens, on a déjà fait un grand progrès. Mais on ne peut engager un tel dialogue que si des phalangistes basques ou des phalangistes catalans qui sont en même temps des nationalistes basques et des nationalistes catalans s'en expliquent franchement avec leurs camarades phalangistes castillans, et non pas d'après le rapport d'un gouverneur ou d'un chargé de mission, quelles que soient leur intelligence ou leurs compétences.

*
* *

Tels sont les inconvénients des régimes de gérance. Ils masquent mais c'est tout. La vie secrète du pays derrière le paravent de prospérité et de paix intérieure qu'ils déploient leur échappe.

On étonnerait certainement beaucoup de gens si on leur expliquait que la révolution marxiste est déjà commencée en France depuis près de deux ans. Elle éclatera un jour à propos de quelque incident comme le drame du nationalisme basque apparaît au grand jour en Espagne à propos du procès de Burgos. Ce jour-là, le brouillard se lève et le présent dans lequel nous vivons révèle son véritable visage. Cette surprise nous atteindra un jour ou l'autre. L'impudence et le triomphalisme grotesque du

gaullisme n'y peuvent rien changer. Nous nous croyons en 1835 et nous comptons nos écus. Les termites rongent les poutres pendant ce temps-là. Nous ne sommes pas en 1835, nous sommes en 1791.

Maurice BARDECHE.

P.-S. — Nous ne refusons pas de croire qu'une partie des interventions de la presse française a eu pour origine le désir sincère d'épargner des vies humaines, sentiment qu'on ne peut qu'approuver. Mais nous aimerions qu'on nous montre les appels à la clémence de nos grands journaux quand les condamnés étaient Robert Brasillach ou Bastien-Thiry. Nous ne manquerons pas de faire cette enquête édifiante. Avant de reprocher aux autres leurs tribunaux d'exception, nous ferions bien de demander réhabilitation et réparation pour ceux que nos propres tribunaux d'exception ont frappés.

La « ligne Almirante »

au IX^e Congrès National du « Mouvement Social Italien »

Le libéralisme ou — si l'on préfère — le capitalisme est une idée du XVIII^e siècle, le marxisme du XIX^e et le fascisme du XX^e. C'est un fait incontestable, quoi qu'en pensent certains gauchistes qui prétendent représenter les formes les plus modernes de la pensée politique. Pour la plupart, le fascisme apparaît comme une réaction conservatrice contre une évolution industrielle et scientifique qui a renouvelé entièrement les conditions de la vie humaine, une évolution qu'on ne parvient pas à assimiler. On regarde comme des ancêtres du fascisme des représentants du conservatisme, des hommes comme Charles Maurras, Friedrich Nietzsche et Oswald Spengler. L'idée d'une hiérarchie nationale, typique du fascisme, paraît aux écrivains démocratiques une version nouvelle de la défense de l'ordre féodal chez les philosophes du romantisme allemand. Par conséquent, on décrit les mouvements qu'on appelle néo-fascistes comme des groupes réactionnaires et nostalgiques, en dehors de la vie moderne, en dehors des réalités.

Ceux qui ont eu l'occasion de participer au IX^e Congrès National du Mouvement Social Italien, le 20-23 novembre 1970, peuvent confirmer que cette opinion ne correspond nullement aux faits. Déjà, une étude des origines du fascisme mussolinien nous conduit dans une direction entièrement différente de

celle qu'on soutient généralement. La plupart des ancêtres idéologiques du fascisme se recrutent parmi les adversaires de la ploutocratie libérale ; nous rencontrons parmi eux les rebelles du siècle passé, des socialistes comme Saint-Simon et Durkheim, des syndicalistes comme Georges Sorel et des nationalistes révolutionnaires comme Mazzini et Garibaldi. Déjà Saint-Simon avait eu l'idée d'une société corporative dirigée par une élite. Saint-Simon est un aristocrate parmi les premiers socialistes. Sa conception fut suivie par Durkheim, son disciple le plus connu et le plus important. Durkheim préconise un ordre social basé sur les catégories professionnelles pour éliminer par là, non seulement le capitalisme, mais aussi la lutte des classes. Il est, cependant, typique que ni **Saint-Simon ni Durkheim** n'ont pu se défaire de l'idée d'une classe supérieure privilégiée, nécessaire pour le fonctionnement de la société. La nationalisation de l'industrie et des banques est pour tous les deux le seul moyen de briser la puissance du capitalisme. Les corporations deviennent dans leur conception du XIX^e siècle les instruments d'un Etat dominé par une technocratie qui gouverne au nom d'une certaine nécessité sociale. Les corporatistes de l'époque mussolinienne ont été les premiers à penser à remplacer cette classe supérieure privilégiée par une hiérarchie nationale composée des représentants de tous les groupes sociaux de la nation, une hiérarchie non privilégiée dans une société sans classes. Bien que l'Etat joue un rôle dominant chez les fascistes, ils ont refusé la nationalisation des entreprises. Au lieu de l'Etat, ils veulent remplacer les propriétaires privés par les corporations. Dans la dernière version du fascisme, celle de la **République Sociale Italienne**, on a fait encore un pas de plus. On a employé, pour définir le statut de l'entreprise, le mot de « socializzazione », c'est-à-dire l'élimination non seulement des actionnaires, mais aussi de l'Etat et des corporations comme possesseurs de l'entreprise. L'entreprise devait être, elle-même, son propre possesseur. Cette idée, qu'on appelle en Suède la réforme corporative de l'entreprise, est aujourd'hui une des idées fondamentales du **Mouvement Social Italien**.

Il a été nécessaire de souligner ces origines de la doctrine fasciste parce qu'elles sont peu connues dans le monde moderne, bien que l'influence de Georges Sorel, par exemple, sur

Mussolini soit souvent citée. L'héritage du socialisme et du syndicalisme dans le fascisme, cependant, s'est combiné avec l'influence de la droite, particulièrement celle du romantisme allemand et celle du nationalisme français. Mais ces influences ont agi sur le fascisme beaucoup plus tard que les influences de gauche. Mussolini, lui-même, vient du mouvement ouvrier en Italie. Il appartenait avant la guerre à l'aile gauche du parti socialiste. Presque toute l'équipe du 23 mars 1919 provenait du milieu socialiste. Il faut, toutefois, remarquer que les tentances conservatrices qui ont influencé le fascisme souvent ont influencé également les théoriciens socialistes. Il y a des auteurs modernes qui, dans leurs essais sur l'histoire des idéologies, citent un conservateur comme le suisse Sismondi comme prédécesseur idéologique de Karl Marx. Plusieurs fois, il est mentionné à côté de Saint-Simon, de Fourier et de Proudhon. L'antilibéralisme était un dénominateur commun entre le socialisme utopique et le conservatisme romantique au début du XIX^e siècle.

Le Mouvement Social Italien fut fondé en 1948. Un de ses fondateurs les plus connus, Augusto de Marsanich, était auparavant ministre de Mussolini. C'est un homme cultivé, réfléchi et intelligent, qui a acquis une autorité personnelle qui le place au-dessus des conflits et des controverses tactiques et idéologiques. De Marsanich est encore le Président du Mouvement. Au premier Congrès du M.S.I., il prononça quelques mots qui ne doivent pas être oubliés : « Nous ne devons aller ni à gauche ni à droite mais en avant ». Vingt-deux ans plus tard, le parti résume en trois formules le contenu de sa politique : « Nous sommes la droite nationale ». « Nous sommes l'idée corporative ». « Nous sommes l'alternative du système ». Il faut expliquer cette terminologie.

Après la fondation du mouvement, il se développa peu à peu deux tendances opposées : une tendance progressiste qui voulait continuer la tradition révolutionnaire de l'ancien fascisme, et une tendance modérée qui voulait s'adapter plus ou moins au Système d'après-guerre. Cette dernière tendance cherchait, en particulier, des alliances avec les groupes de droite dans la représentation parlementaire, c'est-à-dire avec les monarchistes, les libéraux et l'aile droite du parti démocrate-chrétien. Le représentant le plus important de cette

tendance fut l'ancien Secrétaire fédéral de Rome pendant l'époque fasciste, Arturo Michelini. En 1956, au V^e Congrès du M.S.I., Michelini fut définitivement élu secrétaire national avec une majorité de quelques voix. Son adversaire en cette occasion, le porte-parole de l'aile progressiste, était le journaliste Giorgio Almirante, orateur brillant, tempérament typiquement italien, synthèse de passion et de réalisme, de vision et d'analyse. Michelini voulait créer comme facteur puissant dans la vie politique italienne une « grande droite », unissant toutes les forces conservatrices du Parlement pour contrebalancer l'influence montante du communisme. (Le parti communiste italien est le plus fort des partis communistes d'Europe Occidentale.) Mais cette unique directive n'était pas suffisante pour stimuler les progressistes du parti ou la jeunesse. Plusieurs groupes s'éloignèrent du parti. D'autres y restèrent, sans développer aucune activité. En particulier, la jeunesse était mécontente. La doctrine de Michelini fut regardée comme l'expression de la mentalité des dignitaires fascistes d'un certain âge. Cette situation provoqua parmi les jeunes une sympathie croissante pour le national-socialisme allemand. Le troisième Reich devint progressivement pour eux un symbole du dynamisme et de l'esprit de combat dans la politique. On concevait le national-socialisme comme une expression du progrès, de l'aventure. Les jeunes arboraient, parfois, la croix gammée pour irriter les dirigeants du parti. Ils ne comprenaient pas qu'ils étaient en train de se rapprocher des tendances réactionnaires, auxquelles ils étaient hostiles, en adhérant à une conception romantique du nationalisme.

Michelini mourut dans l'été de 1969. Il fut remplacé par son adversaire de 1956, Giorgio Almirante. Ce changement de personnel au sommet du M.S.I. provoqua immédiatement un changement entier de l'atmosphère du parti. L'activité de la jeunesse reprit. Les groupes voisins entrèrent dans le parti. Dans les controverses publiques, dans le milieu syndical, dans les rues et sur les places, le M.S.I. gagna du terrain. Dans certaines régions, ces progrès furent remarquables. Aux élections régionales cet hiver, le parti obtint dans le pays entier 5,3 % des voix. Mais à Rome, il obtint 11,2 %, dans quelques régions de Sicile, plus de 15 %. Ces élections n'eurent

lieu que quelques mois après la prise de pouvoir d'Almirante. La situation d'aujourd'hui, en particulier après la bataille de Calabre, doit être encore plus favorable. Le congrès national du 20-23 novembre en est la preuve.

Le IX^e Congrès s'assembla dans le Palais des Congrès à l'E.U.R. (Le Esposizioni Universali di Roma), un faubourg de la capitale qui fut construit par Mussolini en classique moderne. Il fut appelé le « Congrès de l'unité », mais on pourrait aussi bien dire le « Congrès du triomphe », du triomphe d'Almirante. Un an lui avait suffi pour réaliser l'incroyable. Almirante a évité d'agir comme le chef d'une fraction victorieuse. Il a voulu être le chef d'un mouvement uni. Derrière lui marchent maintenant, non seulement ses anciens partisans, mais aussi ses adversaires d'hier. La confiance est rétablie dans les cadres du M.S.I. Almirante a résolu les problèmes tactiques, idéologiques et personnels de manière que personne ne se sente sacrifié. De Marzio, l'ancien premier vice-secrétaire, est devenu le président de la fraction parlementaire du parti. Nino Tripodi, le deuxième vice-secrétaire précédent, est devenu le rédacteur en chef du *Secolo d'Italia*, le seul quotidien romain qui soit lu dans tout le pays et non seulement dans les environs de Rome. Car, en Italie, la presse romaine ne joue pas le même rôle dominant qu'en France la presse parisienne. Il *Secolo* est une exception. Enfin, ce ne fut certainement pas par hasard que les anciens dirigeants eurent tous des fonctions très importantes dans les débats du Congrès.

L'équipe nouvelle formée autour d'Almirante est une concentration de force et de vitalité. Le premier vice-secrétaire, Pino Romualdi, l'éditeur de la revue « *L'Italiano* », est un des militants de la République Sociale Italienne. Il représente la continuité. Le deuxième vice-secrétaire, Giorgio Bacchi, qui était le président du IX^e Congrès, appartient aux éléments jeunes de la direction, c'est un homme actif et dynamique. Enfin, pour que la fraction la plus progressiste des jeunes soit représentée au sommet du parti, Almirante a fait un troisième vice-secrétaire, Abelliqui, qui est un des interprètes les plus vigoureux des tendances modernes du mouvement. Le secrétaire pour la jeunesse est, comme auparavant, Massimo Anderson, homme d'énergie et de combat, assisté de Pietro

Cerullo, un des intellectuels les plus importants du Mouvement. Un autre nom qu'il faut noter est celui de la Comtesse Amalia Baccelli, secrétaire du mouvement féminin, qui représente parfaitement l'idéal de femme de la vieille république romaine.

Le prix qu'Almirante a dû payer pour cette unité est l'usage du mot « droite nationale ». Mais, d'une part, il a donné des raisons objectives pour l'emploi actuel du mot. Et d'autre part, il a donné à cette expression une définition qui peut satisfaire entièrement les anciens partisans de la « gauche nationale ». Il a souligné la différence fondamentale qui existe entre la droite nationale et la droite libérale ou réactionnaire. Cette différence n'est pas moins importante que celle qui existe entre la droite et la gauche. Dans son grand discours au premier jour du Congrès, Almirante s'écria : « La socialisation de l'entreprise, est-ce que c'est réactionnaire ? La participation des ouvriers, est-ce que c'est réactionnaire ? Le combat contre l'injustice sociale dans le Midi, est-ce que c'est réactionnaire ? » Dans le milieu ouvrier en Italie, le mot « droite » signifie une position anticommuniste qui n'a rien à voir avec une politique capitaliste ou conservatrice. Et le fait que le communisme italien est le plus fort des partis communistes du monde libre donne à l'anticommunisme un certain poids en Italie.

En même temps qu'on a souligné le danger rouge, on a pointé la crise du communisme, une crise qui est mondiale, mais qui maintenant est aussi une crise du parti communiste italien. Le communisme est devenu une part intégrée du Système. Almirante parla de l'alliance entre les communistes et les cléricaux. Nous avons une foi catholique, dit-il, mais nous ne sommes pas des gibelins aveugles. Dans la bataille de Calabre, dans laquelle il s'agit seulement, en principe, de savoir si Reggio de Calabre sera la capitale de la région, mais qui, en réalité, est une attaque contre le Système, les partis communistes et socialistes gauchistes ont perdu beaucoup d'électeurs tandis que le M.S.I. et son organisation syndicale, le C.I.S.N.A.L. ont enregistré beaucoup d'adhérents nouveaux. On a discuté de manifestations anticommunistes communes entre le M.S.I. et le Parti socialiste, mais, au dernier moment, les socialistes se sont retirés pour des raisons tactiques. Mais le fait que de telles discussions aient pu avoir lieu est une preuve de la crise du Système entier en Italie.

Pendant l'époque de Michellini, le M.S.I. était très circonspect quand il s'agissait du corporatisme. L'ordre corporatif était le trait le plus révolutionnaire de la société fasciste. Au IX^e Congrès du M.S.I., l'idée corporative fut le point le plus important du programme. Elle fut la base de toutes les interventions dans les discussions sur les problèmes sociaux, économiques et constitutionnels. On remarqua particulièrement le discours du député sicilien, l'avocat de Catane, Orazio Santagati. Le renouvellement social dont l'Occident a besoin sera basé, affirma-t-il, sur la dignité du travail. La dignité du travail est inséparable de la dignité de l'ouvrier. Nous devons nous opposer au développement d'une situation qui favorise seulement les grands cartels aux dépens des petites entreprises. Il est important de faciliter la renaissance de l'artisanat.

Le progressisme du M.S.I., cependant, ne se manifeste pas seulement dans son esprit social, mais aussi dans sa position vis-à-vis de l'Europe. Aucun parti italien n'est capable de mobiliser autant d'enthousiasme que le M.S.I. pour l'intégration européenne. L'idée d'une Europe unie, indépendante des deux grands blocs extra-européens, fut développée pendant le Congrès d'une manière magnifique par les deux députés Romeo et Servello. Ils ont souligné le fait qu'aucun pays en Europe ne peut seul défendre ses intérêts nationaux. Mais qu'ensemble, nous pouvons donner à l'Europe l'importance qu'elle peut et doit revendiquer. L'idée d'une politique européenne fut d'abord soutenue au M.S.I. par Filippo Anfuso, le dernier ambassadeur italien à Berlin, mort à la tribune de l'Assemblée Nationale, une des personnalités les plus brillantes du Mouvement. C'est lui qui a plaidé le premier pour l'union de nos patries dans la grande patrie de l'Europe.

Mais lorsqu'il s'agit de la politique étrangère de l'Italie, il faut toucher au problème communiste. La crise du parti communiste a provoqué, lors des dernières élections, une certaine régression, peu importante, mais tout de même non négligeable. Malgré cela, le parti communiste pourrait jouer un rôle fatal si une certaine situation se produisait aux frontières de l'Italie. Le chef d'Etat de la Yougoslavie est un homme âgé. Si Tito disparaît de la scène politique, un conflit intérieur entre nationalités différentes pourrait se développer

en Yougoslavie et donner aux Soviétiques le prétexte d'une invasion, analogue à celle de la Tchécoslovaquie. Une telle action aggraverait singulièrement la situation dans la région méditerranéenne. La présence des Russes à Belgrade et sur la côte adriatique changerait entièrement la balance stratégique et politique dans la Méditerranée et provoquerait immédiatement une intervention américaine. Dans une telle situation, le parti communiste italien pourrait être un facteur d'une importance décisive.

Ces possibilités futures — probables ou non — rendent nécessaire le développement d'une force anticomuniste pour défendre la position occidentale de l'Italie. La faiblesse de la démocratie parlementaire, l'impossibilité pour les partis au pouvoir de stabiliser un front anticomuniste, donne au M.S.I. un prestige qui déborde beaucoup les cadres du parti.

L'Italie est encore l'héritière de la Rome antique. Il n'y a aucun pays en Europe où les traditions romaines — malgré la corruption, les défaites, la décadence pendant des siècles — soient restées aussi vivantes qu'en Italie. Il y a encore dans l'atmosphère de Rome un écho de la grandeur du passé. Il y a dans la conscience italienne un esprit civique plus grand que dans aucun autre pays européen. Il y a en italien un mot qui est presque intraduisible dans toutes les autres langues européennes : c'est le mot « civiltà ». Le sens de ce mot est une synthèse entre Etat, Droit et Civilisation. Cet esprit étatique, cet héritage romain, est caractéristique du nationalisme du M.S.I. On a reproché au M.S.I. d'être une entreprise contre l'Etat. Au contraire, a répondu l'Almirante, c'est la démocratie parlementaire qui est un Etat dégénéré, un anti-Etat, si l'on peut dire. Nous combattons pour que l'Etat soit restauré. « Noi siamo lo Stato ! » (L'Etat, c'est nous). L'Etat n'est pas pour les Italiens un mécanisme bureaucratique ; il est un être vivant, une force morale dans la vie de la nation. Le corporatisme est en Italie l'expression sociale et économique de l'impératif d'Etat. Un Etat de droit, oui, mais l'Etat ne peut pas être un Etat de droit sans être en même temps un Etat social. Et l'Etat social ne peut pas être social sans être en même temps un Etat éthique. Le problème moral de l'Occident a été une des questions les plus fortement soulignées à ce Congrès.

Almirante dit non à la politique conservatrice dans ce Congrès. Mais il fit en même temps des objections contre des confusions de la sensibilité. « Nous n'oublierons jamais la fraternité d'armes avec les Allemands pendant la dernière guerre, dit-il. Mais il faut ajouter qu'il y avait des erreurs fondamentales du national-socialisme qui devaient le conduire finalement à une catastrophe ». L'allusion à certains extrémistes pro-nazis était très claire.

Dans la presse internationale, le M.S.I. est toujours désigné comme un mouvement néofasciste. Mais si l'on veut employer ce mot pour caractériser le **Mouvement Social Italien**, il faut affirmer alors que le fascisme s'est distancé de l'époque mussolinienne. Almirante souligna fortement que, par exemple, l'idée corporative du M.S.I. n'est nullement une restauration du corporatisme de Mussolini. Il faut adapter le corporatisme, affirma-t-il, aux problèmes et à la structure sociale de 1970. Ce sont les problèmes de l'avenir que nous devons résoudre.

L'intérêt provoqué par les positions du M.S.I. fut manifesté par le grand nombre des délégations d'ouvriers italiens de l'étranger. Il n'y a pas de doute que l'influence du M.S.I. et de la C.I.S.N.A.L. est montante, et particulièrement parmi les Italiens qui travaillent hors des frontières. Avec émotion, le Congrès salua la fin du discours prononcé par le représentant des Italiens du Chili qui, au nom des ouvriers italiens de Santiago du Chili présenta au Congrès le salut de ses camarades à la mère de Venturini, l'ouvrier génois qui fut assassiné par les communistes il y a quelques mois.

La « socializzazione » corporative ne s'applique, bien entendu, dans notre pensée, qu'aux grandes entreprises ploutocratiques, ainsi qu'aux assurances, aux banques, aux citadelles privilégiées du capitalisme anonyme. L'association corporative doit prendre d'autres formes dans les petites et moyennes entreprises. La survivance de ce type d'entreprises et la protection de toutes les formes fécondes de l'initiative personnelle sont une donnée fondamentale de toute politique de redressement national. (N.D.L.R.)

Per ENGDAHL.

Une Expérience Corporative

Nous donnons ci-dessous, d'après Le Figaro du 22 décembre, un exemple d'expérience corporative dans une entreprise de taille moyenne. Elle nous paraît un très utile sujet de réflexions.

M. Paul Bougenot, a peu près inconnu des Français, est le directeur général élu de l'un des plus luxueux palaces du monde, le Plaza Athénée de Paris.

En décembre 1969, M. Charles Forte, un Britannique, président du conseil d'administration de la société qui exploite le Plaza, offrait la direction de l'entreprise, à M. Paul Bougenot, secrétaire du syndicat F.O. Ce dernier refusait deux fois. La troisième, il proposa de consulter les délégués du personnel et le comité d'entreprise. Dans le cas où il serait élu, il accepterait la charge. L'unanimité des représentants du personnel (60 % sont F.O. et 40 % C.G.T.), par un vote à bulletins secrets, accorda sa confiance à M. Bougenot.

M. Bougenot a signé avec les représentants du personnel un accord qui assure une progression constante du pouvoir d'achat des salariés. En effet, les salaires font d'abord l'objet d'une revision automatique en fonction du coût de la vie par l'indexation sur la moyenne des indices des budgets F.O., C.G.T. et de l'indice officiel des 259 articles. Ensuite, on décide paritairement du taux d'augmentation du pouvoir d'achat.

Les salaires les plus bas sont aujourd'hui supérieurs de 11 % à ce qu'ils étaient voilà quatre ans. Car M. Bougenot a poursuivi la politique de revalorisation des salaires entreprise par lui auparavant comme militant syndicaliste. Un système de retraite très avantageux permettra après 25 ans de service de recevoir 80 % du salaire d'activité. Le contrat d'intéressement donne 65 % des bénéfices au personnel contre 35 % à la société propriétaire.

Les représentants du personnel ont accès à tous les livres de comptabilité. Ils vérifient quotidiennement le chiffre d'affaires et les dépenses de la société.

P. MULLER

La Planification Française

MORT D'UNE GRANDE ESPÉRANCE

Introduction

Si le principe et les méthodes d'une planification économique ont, jusqu'à présent, acquis en France droit de cité, ils sont encore rejetés par la plupart des états fidèles au régime capitaliste.

Les Etats-Unis sont hostiles à toute idée de planification contraire au principe de la libre entreprise. En Allemagne fédérale le professeur Erhard a associé son nom à celui d'une économie caractérisée avant tout par l'existence régulatrice du marché (Sozialmarktwirtschaft). La Grande-Bretagne, même travailliste, ou l'Italie, même tripartite, n'ont jamais connu de planification générale, fut-ce indicative, englobant toutes les activités à l'échelle nationale, mais seulement des expériences isolées portant sur des secteurs particuliers (nationalisations) ou des régions bien délimitées (Plan Vanoni pour le Mezzogiorno).

Même si tous les libéraux sont partisans de la planification pour les pays sous-développés, ils ne le sont pas pour autant en ce qui concerne leur propre pays ou leur propre économie.

Pourtant les bouleversements apportés aux structures de l'économie libérale par les crises et la seconde guerre mondiale ont rendu nécessaire l'intervention de l'Etat

pour arbitrer les oppositions existant entre les différents groupements économiques et sociaux. La question n'est plus désormais de savoir si l'intervention des pouvoirs publics dans l'ensemble de la vie économique est en soi bonne ou mauvaise, par référence à l'état de droit et de fait préexistant, mais comment et jusqu'où cette intervention doit s'exercer.

En France une formule parut devoir être trouvée entre la planification de l'économie socialiste ou des économies dirigées des pays fascistes et la liberté (ou l'anarchie) du néo-capitalisme. C'est ainsi que la « planification souple et indicative » fut adoptée, car elle parut le moins contraire à la logique capitaliste.

Pourtant l'élaboration du VI^e Plan semble devoir remettre en question de nombreux points qui semblaient définitivement acquis. La présence au gouvernement d'hommes comme Giscard d'Estaing ou Albin Chalandon, adeptes d'un certain néo-libéralisme semble en être la cause.

Désormais il faut « adapter la planification à la nature même des évolutions qu'elle vise à infléchir ». Pour être efficiente et cohérente la planification doit revêtir un certain caractère conditionnel ». « Il faut alléger le plan de précisions ou de détails illusoires ». Ces phrases sont tirées du « Rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VI^e Plan. Elles indiquent une volonté certaine de transformer le plan en un simple instrument d'intervention sur la conjoncture et de lui refuser tout caractère impératif, et même tout rôle de guide. A ce stade on ne peut guère parler de planification mais simplement d'une tentative de survie du capitalisme libéral au moyen d'une certaine rationalisation de ses objectifs et de ses méthodes.

Le Plan des origines à nos jours.

Les origines de la planification française sont multiples. Elles ne tiennent pas seulement à la personnalité d'hommes comme M. Jean Monnet, mais aussi à certains facteurs de la situation d'après-guerre : courants idéologiques nés

de la Résistance, retour au pouvoir d'une partie de l'équipe gouvernementale du front populaire, préambule socialisant de la constitution de 1946, et surtout besoin de reconstruction à couvrir en grande partie sur fonds publics ainsi que l'obligation d'utiliser le plus rationnellement possible l'aide étrangère, en particulier celle du plan Marshall. Ensuite le passage à une économie dominée par la « consommation de masse » et par les problèmes de croissance régulière nécessita et justifia le maintien du système et son perfectionnement.

Le premier plan de modernisation et d'équipement fut élaboré à partir de 1946 et recouvrit la période 1947-1952. Monsieur Jean Monet en fut le principal instigateur et le responsable ; il devint Commissaire général au Plan en janvier 1946. L'objectif de ce plan fut de reconstruire l'économie française dont les bases avaient été ruinées autant par les désastreuses politiques économiques de l'entre-deux-guerres que par les destructions de la seconde guerre mondiale. Son effort se porte en priorité sur le développement de six secteurs fondamentaux : charbon, électricité, acier, ciment, machines agricoles, transports. Il fut réalisé, malgré de nombreuses difficultés, surtout grâce à l'aide Marshall, mais eut comme corollaire une grave inflation.

Le deuxième Plan s'étendit sur la période 1954-1957. Ses objectifs furent accrus, en effet, le précédent ayant réalisé les siens — la reconstruction des secteurs de base —, il parut logique d'étendre ses bienfaits aux autres branches de l'activité économique. L'accent fut particulièrement mis sur l'amélioration de la productivité afin de réduire les prix de revient. Ces quatre années écoulées, les objectifs du plan furent atteints et dépassés. En effet la production industrielle augmenta de 46 % alors qu'une augmentation de 30 % seulement avait été prévue. Là aussi le prix fut lourd, les équilibres fondamentaux n'ayant pas été respectés. C'est pourquoi la balance des paiements se dégrada en 1956 et 1957, conséquence d'une demande intérieure excessive, due à la hausse trop rapide des salaires.

Le troisième Plan (1958-1961) s'orienta vers la recherche

de la stabilité monétaire et de l'équilibre extérieur. En 1959-1960, un « plan intérimaire » dut être établi pour les deux dernières années d'exécution de ce troisième plan (1960-1961) à la suite des mesures d'assainissement économique et financier prises en 1958 et de l'entrée en vigueur, plus rapide que prévu au départ, du traité instituant le Marché Commun. L'objectif d'expansion de 20 % en quatre ans fut pourtant atteint.

Le quatrième Plan (1962-1965) se fixa comme objectif une croissance de 24 % en quatre ans. La hausse rapide de la consommation intérieure provoquée par le retour massif de Français d'Algérie et les effets inévitables du « plan de stabilisation » antiinflationniste mis en vigueur en septembre 1963 et renforcé par la suite perturba son exécution. Les objectifs de production intérieure brute et d'investissement en fin de plan ne seront de ce fait pas complètement atteints.

Le cinquième Plan (1966-1970) eut deux responsables, tout d'abord M. Ortoli qui abandonna ce poste pour entrer au gouvernement, et son successeur fut M. René Montjoie, l'actuel Commissaire général au Plan. Le cinquième plan finira par atteindre son premier objectif, une croissance moyenne de 5 % par an, par contre il ne put améliorer suffisamment la capacité de concurrence de l'économie française sur le marché extérieur. Du point de vue technique son intérêt majeur fut de définir des « indicateurs d'alerte », nommés familièrement des « clignotants », c'est-à-dire des valeurs critiques de certaines variables (chômage, production industrielle, prix, échanges extérieurs) dont la réalisation attire l'attention du gouvernement sur la nécessité d'infléchir sa politique à court terme pour rester dans la ligne du Plan.

En 1967 le Plan n'atteignit pas son objectif, 4 % de croissance au lieu de 5 % ; aussi en janvier 1968, on créa un « plan de soutien ». Les événements de mai-juin 1968 achevèrent la débâcle. Le 5 juillet 1968 un comité restreint présidé par le Premier ministre décida la préparation pour le mois de septembre d'un « rapport sur les problèmes posés par l'adaptation du V^e Plan ». Ce

rapport permis de remanier le plan pour les années 1969-1970 et d'atteindre une partie des objectifs prévus.

Durant la succession de ces cinq plans l'idéologie qui avait présidé à la naissance de la planification évolua de façon importante, du pseudo-socialisme qui régnait lors de la naissance du premier au retour au libéralisme qu'amorcera le V^e Plan.

Les hommes au pouvoir en 1945 étaient aux prises avec les problèmes d'un pays qui économiquement était vaincu. Aucune propagande ne pouvait cacher ce fait que dénonçait la prolongation de l'existence des cartes de rationnement. Ils étaient condamnés à gérer la pénurie. Sans doute les destructions, par rapport aux autres pays européens, étaient assez peu importantes. Mais plus que de destructions physiques, le pays souffrait de destructions psychologiques. Depuis l'avant-guerre les français en économie avaient pris de mauvaises habitudes ; il est important à ce point de vue de constater que la France n'a produit au XX^e siècle aucun théoricien économique de réputation mondiale.

Depuis la première guerre mondiale le capitalisme libéral classique était en lente agonie et en 1945 notre économie avait le « dos au mur ». Les causes de l'échec du libéralisme économique sont assez connues mais il convient de les rappeler ici.

Les mécanismes auto-régulateurs ne sont pas adaptés à un système où l'offre et la demande ne sont plus « atomiques » (concentration, cartellisation, tendance au monopole, malthusianisme). La satisfaction des intérêts privés va souvent à l'encontre de l'intérêt général (concurrence anarchique, action des « groupes de pression », des « féodalités économiques »). Les crises conjoncturelles menacent les mythes de l'harmonie entre production et consommation ; elles font s'opposer aux tenants du progrès indéfini ceux qui (pensée économique typiquement américaine) croient à la « maturité » du capitalisme et à sa stagnation.

Les conséquences de l'échec sont considérables sur le plan politique et social. Les cadres libéraux sont progressivement transformés ou détruits. Aussi l'interven-

tion de l'Etat devient nécessaire (procédures diverses et successivement du dirigisme, de la méthode Keynesienne, de l'Economie concertée), admise même par les néo-libéraux qui comptent sur l'Etat pour restaurer les conditions d'une libre concurrence que l'évolution spontanée du capitalisme a rendu en grande partie illusoire.

La solution corporatiste avait sombré en même temps que les régimes qui la soutenaient et le tripartisme ne permettait pas l'instauration d'une économie de type socialiste. Là aussi, comme en politique, la solution fut un compromis qui reçut le nom de « planification souple et indicative ».

Déjà à l'époque cette planification ne portait aucune menace de socialisation. Le plan fut créé parce qu'il n'y avait aucune autre solution. La reconstruction de l'économie nécessitait l'intervention de l'Etat par l'entremise des fonds et des crédits publics, et il était nécessaire au gouvernement de disposer d'un organisme dont la tâche serait de proposer des orientations pour l'intervention publique, de la mesurer et de prévoir les résultats. Ce fut la tâche du premier plan et à sa réalisation en 1952 cette expérience aurait pu être arrêtée.

Mais déjà à l'époque le culte du mot régnait, le terme « plan » satisfaisait la gauche et donnait un alibi au gouvernement. De plus, les objectifs avaient été atteints et surtout dans la pratique le plan non seulement n'avait pas gêné le capitalisme mais au contraire, avait été favorable à la reprise des affaires. En effet, une partie des libéraux estimait qu'il était nécessaire que l'Etat intervienne pour rétablir le libre jeu des forces économiques et pour rajeunir les vieilles structures capitalistes et libérales. Le plan devenait pour eux un procédé permettant au capitalisme de « persévérer dans son être ».

Aussi les trois plans suivants virent l'extension du système à de nouveaux secteurs économiques. Mais les premières frictions apparurent à ce moment. En effet, la France avait, après 1945, multiplié les secteurs dits protégés, agriculture en particulier, mais aussi une partie de l'industrie. Or en 1958 le Marché commun produisit ses premiers effets et montra combien notre économie

était peu préparée à une concurrence internationale réelle. De plus, les finances publiques furent reprises en main par des classiques comme M. Pinay ou M. Giscard d'Estaing. La planification, même sa version française si édulcorée ne peut s'accommoder des strictes règles des doctrines classiques de l'équilibre budgétaire et de leurs moyens d'action à court terme sur la conjoncture qui sont le plus souvent contraires au bon fonctionnement du plan. C'est ainsi que le IV^e plan ne put atteindre ses objectifs, victime du premier « plan de stabilisation ».

Le cinquième plan marqua un premier tournant idéologique. Jusqu'en 1965, la planification française pouvait être, dans une certaine mesure, considérée comme une variété des grands systèmes de planification. Bien sûr, cela n'était qu'une apparence mais personne n'avait jusqu'alors voulu remettre en cause cette fiction. L'effacement de la gauche, principal soutien d'une planification autonome et active, et le renforcement au pouvoir et dans les milieux économiques des néo-libéraux fut la cause de cette mise en question. Dès ce moment, le plan commencera à être considéré non comme un guide, mais comme un instrument de régulation du capitalisme. En effet le V^e plan sera moins axé sur l'investissement que sur le maintien d'un barrage contre l'inflation et la recherche d'une croissance plus « étalée ».

Le Plan était intégré dans le système et ses chances de devenir le mécanisme prédominant de l'économie française et peut-être de l'amener dans une tierce voie, ni capitaliste, ni marxiste, étaient compromises.

Cette planification dénaturée allait-elle du moins survivre ? Le VI^e plan pose ce problème avec acuité. Désormais en effet l'existence même du plan est menacée. De nombreux milieux économiques qui ont une influence certaine sur quelques membres du gouvernement estiment que sa survivance est inutile. N'intervenant plus dans le libre exercice des lois du marché, sans prises sur le concret, le plan n'apparaît plus à beaucoup qu'un appendice hypertrophié de l'I.N.S.E.E. (Institut national de statistiques et d'études économiques).

Le VI^e plan est actuellement soumis à l'approbation

du Conseil économique et social. Cet examen est l'une des nombreuses étapes qui constituent l'élaboration du plan. Pour cela le Plan dispose de nombreux organes.

Le principal est le commissariat général du plan qui relève du Premier ministre, par l'intermédiaire d'un ministre délégué. Celui-ci est actuellement M. Béthencourt. Cette administration comprend moins de 200 personnes, réparties en plusieurs services, soit à compétences générales (économique, financière, régionale) soit spécialisées par secteurs d'activité. Plusieurs administrations comme la délégation à l'aménagement du territoire, l'I.N.S.E.E., et le Conseil de Direction du Fonds de développement économique et social travaillent en relation étroite avec lui.

Ensuite viennent des commissions, appelées « commissions de modernisation ». Le gouvernement en nomme les membres.

Elles sont divisées en deux catégories : les « commissions horizontales » à vocation générale — main-d'œuvre, économie générale et financement, productivité, Commission nationale de l'aménagement du territoire et les « commissions verticales », une vingtaine, qui ont chacune la charge d'un secteur d'activité.

Quatre catégories de personnes sont représentées dans ces commissions : représentants de l'administration, des milieux patronaux, des syndicats et des experts, soit en tout un millier de personnes. La tâche de chaque commission est répartie entre des « groupes de travail » spécialisés qui font appel à d'autres personnes non membres de la commission, ainsi 2.000 à 3.000 personnes participent en fait à l'élaboration du Plan.

Il existe de plus deux organes consultatifs : le Conseil supérieur du Plan et le Conseil économique et social. Tous deux sont composés de représentants des divers groupes sociaux et de fonctionnaires. Ces deux Conseils font d'ailleurs double emploi.

L'élaboration du Plan comprend quatre phases principales. Tout d'abord à partir des travaux de la comptabilité nationale des esquisses sont tracées. Chacune est basée sur un taux d'expansion globale différent et ces

esquisses aboutissent à plusieurs « variantes » de développement.

Le Gouvernement choisit ensuite l'une de ces hypothèses et la soumet au Conseil économique et social, qui formule un avis, puis, sous la forme d'un « rapport sur les principales options », il la présente au Parlement.

Les commissions se mettent au travail, suivant les directives données et établissent une synthèse provisoire.

Cette synthèse provisoire contient des déséquilibres et des contradictions et il appartient au gouvernement de trancher. Puis le Commissariat, d'après ces décisions, établit la synthèse définitive.

Celle-ci est remise au gouvernement qui la soumet à nouveau au Conseil économique et social, puis pour approbation définitive au Parlement.

Cette procédure est d'une extrême lourdeur. De plus, les commissions défendent âprement le secteur économique dont elles ont la charge et ne s'occupent pas de l'intérêt général de la communauté. Surtout elles introduisent le parlementarisme là où il est le plus néfaste, là où les intérêts égoïstes sont les plus nombreux et les plus puissants.

Les options fondamentales du VI^e plan sont peu nombreuses :

- Tout d'abord l'ouverture de notre économie sur l'extérieur grâce à une croissance axée sur une industrialisation vigoureuse.
- Ensuite une grande lenteur dans la réduction de la durée du travail : à la fin du VI^e plan l'horaire hebdomadaire n'aura diminué que d'une heure et demie.
- Effort de solidarité et développement des transferts de revenus par la fiscalité.
- Accroissement et rentabilisation des services publics par des méthodes de gestion et des tarifs proches de ceux du secteur privé.

Ce programme a déjà provoqué des réactions hostiles, en particulier chez les cadres, victimes privilégiées de la fiscalité et des transferts sociaux, ainsi que des syndicats rétifs à l'idée d'une industrialisation vigoureuse.

Mais le problème principal est celui de la nouvelle définition du rôle et de la nature du plan qui est donnée dans le rapport des options. Il y est écrit que le plan doit devenir « plus sélectif et plus souple », c'est-à-dire se limiter à quelques secteurs prioritaires et ne pas fixer d'objectifs définis et rigides. C'est en fait lui ôter toute valeur puisque le plan devra alors se plier à la conjoncture et non tenter de la modeler.

On argue ici de l'exemple des trois derniers plans qui ont dû être tous remaniés avant leur fin pour justifier cette décision ; c'est oublier que dès cette époque tout dirigisme économique avait disparu et que l'on avait ainsi ôté au plan toute possibilité d'action et de contrainte. Désormais cette faiblesse est institutionnalisée.

La planification ne peut être efficace que si elle a prise sur le réel et dispose de coercition, sinon elle n'est qu'une fiction commode pour un régime qui se pique de faire du social.

Le plan est devenu l'alibi du gouvernement, c'est désormais sa seule raison d'être et c'est pourquoi il survivra, ou plutôt demeurera présent, comme l'animal empaillé prolonge la bête vivante.

Comment en est-on venu là ? Sans doute parce que le Commissariat général au plan n'a jamais su faire entendre sa voix, parce que les fonctionnaires qui le composent sont gens effacés et soumis ; surtout parce que le gouvernement a bien pris garde à ne jamais le doter de moyens d'action tels que la direction des subventions et des crédits de l'Etat, seule façon de convaincre des groupes de pression rétifs et égoïstes. Ceux-ci ont remporté la victoire et le Plan ne survit que parce qu'ils le veulent bien.

Désormais l'espoir de voir l'économie au service de l'intérêt national est mort. Sans doute avait-il été faible, même dès son début, mais une extension du rôle du Plan était possible. Aussi le capitalisme libéral ne laissa rien au hasard et élimina et dénatura tout ce qui pouvait s'opposer à lui.

P. MULLER.

Drieu la Rochelle ou la fatalité du suicide

III

(Suite de nos livraisons nos 88 et 90)

Au cours des différentes incarnations de Gille qui peuplent l'œuvre de Drieu La Rochelle, seul le premier, celui de *L'homme couvert de femmes* possède une famille — bien que très lointaine. Il n'en fait allusion qu'une seule fois, mais dans une lettre très intéressante : « Ma famille a joué son rôle. Ils étaient encore jeunes et forts, mais tôt avant l'âge, ils s'étaient repliés... Taciturnes, ils faisaient comme s'ils avaient attendu la mort, mais ils n'y songeaient même pas, pourtant ils avaient quitté la vie... je me suis fait autre que leur fils. Je parviens souvent à oublier ou à cacher celui qui en moi est leur fils » (49). Cette famille falote, elle sera dépeinte longuement dans le seul roman *bourgeois* de Drieu La Rochelle, *Réveuse bourgeoisie*, rameau mort-né d'une œuvre par ailleurs si peu conforme aux schémas classiques. Le personnage principal du livre, Camille Le Pesnel, est le reflet assez fidèle du propre père de Drieu La Rochelle, être faible et volage dont l'indélicatesse en matière financière a peut-être été à l'origine chez le fils d'une certaine obsession de l'argent et de l'incapacité d'en gagner. Cette famille réactionnaire et terne dont la médiocrité

le fit souffrir plus profondément qu'il ne l'avoue, Drieu La Rochelle la supprime donc du cycle des romans de Gille. Gille n'a pas de famille. La littérature se ramène bien souvent au meurtre des parents par les enfants.

C'est ainsi que dans *Gilles* toute trace de famille est effacée au profit du vieux Carentan qui prend en charge l'origine spirituelle du héros (50). Drieu La Rochelle lui attribue d'ailleurs bien des traits de caractère de ses grands-parents qu'il admirait beaucoup. De plus, habitant à la campagne, le vieux Carentan peut représenter cette union sacrée de l'âme saine et du corps épanoui, impossible à réaliser en ville. Drieu La Rochelle a toujours opéré un rapprochement entre l'exode des paysans vers la ville et la séparation de l'âme et du corps. La ville devenant ainsi le règne de l'âme seule, se tordant sur elle-même, se desséchant et précipitant l'homme vers sa décrépitude. A l'opposé la campagne est le lieu de la jeunesse de l'humanité. Gilles éprouve le besoin de courir s'y retremper de temps à autre pour se laver de Paris et retrouver des images de sa propre enfance. Loin d'être un symbole de contrainte, le vieux Carentan, au milieu de sa lande désertique, apparaît comme l'image de la force spirituelle à laquelle Gilles peut se rattacher. Tandis que Monsieur Falkenberg se confond avec la société et l'ensemble des forces économiques qui la régissent, le vieux Carentan en est la contrepartie humaine. Le premier est l'obsession, le second le noyau de résistance qui constitue le cœur de Gilles. Mais les deux personnages ne s'équilibrent pas. Alors que Monsieur Falkenberg reste solide et inébranlable jusqu'à sa disparition providentielle, le vieux Carentan se trouve entaché de doute : « Etait-il un raté ? » se demande Gilles un moment (51). La question est terrible. Le vieux Carentan devine bien cette inquiétude et parvient à la conjurer dans l'esprit de Gilles. Mais le soupçon est passé, rien ne peut effacer la souillure. Plus loin c'est un véritable constat d'impuissance qui frappe le vieux Carentan et sa vigueur spirituelle : « Que pouvaient faire ces saintes maximes contre les cinémas et les cafés, les maisons de passe, les journaux, les Bourses, les partis et les casernes ? » (52). Là

se situent quelques-unes des pages les plus fermées à l'espérance jamais écrites par Drieu La Rochelle. C'est la reconnaissance de l'échec vécu du vieux Carentan, du succès de Monsieur Falkenberg. Le matérialisme l'emporte sur toute la ligne. Et la disproportion entre les deux figures atteint un paroxysme tragique lorsque le vieux Carentan meurt dans sa Normandie oubliée : cette fin silencieuse est relatée en une ligne. Une. Désormais l'ombre de Monsieur Falkenberg règne seule sur un monde bariolé et vide qu'ont déserté l'esprit, la volonté, la dignité d'être homme.

LE DERNIER CERCLE

« Il se sentait de plus en plus encerclé par les circonstances qu'il avait laissées se poser autour de lui » (53). Cet homme traqué par son destin, c'est Alain, le héros du *Feu follet*. En deux cents pages ce court roman va le cerner dans son horizon clos pour ne le lâcher que sur la mort. Drieu La Rochelle atteint ici son maximum d'efficacité. Le secret de cette réussite tient sans doute dans le mélange subtil de confession et d'affabulation qui a présidé à l'écriture de l'ouvrage. Si le modèle d'Alain est avant tout Jacques Rigaut, il est non moins vrai que Drieu La Rochelle s'est également identifié avec ce personnage qui le concernait de si près. Témoin, cette lettre très explicite à Marcel Arland : « Je l'ai écrit tout d'une traite, pour me débarrasser d'un poids, en passant par le chemin où l'homme était passé avec son poids, qui était aussi le mien » (54).

Lorsque le 5 novembre 1929, il se tire une balle dans le cœur, Jacques Rigaut a 30 ans. L'âge où il faut dire adieu à la jeunesse. *Le Feu follet* schématise cette incapacité de passer de l'adolescence à l'âge adulte. Pour cela le héros a tout tenté : le mariage, l'alcool, le dépaysement, la drogue, franchissant d'échec en échec tous les cercles de l'enfer jusqu'à celui qui n'a d'autre issue que la gueule hideuse d'un canon de revolver ou d'un tuyau de gaz arraché. Au fond de l'impasse des succès mondains et des

satisfactions factices, il ne reste qu'un gosse timide qui reconnaît sa faute : « J'avais de la délicatesse dans le cœur, mais pas dans les mains » (55). *Le Feu follet* est avant tout le livre d'une jeunesse qui trébuche.

Evidemment on peut juger que le héros du *Feu follet* était un raté — affreuse expression qui ne prend sa pleine signification que dans une société bourgeoise et capitaliste. Tout l'accuse. Alain est « mort, croyant que la terre était peuplée de gens du monde, de domestiques et d'artistes amis les uns des autres... Il ne se sentait pas emmêlé à quelque chose de plus vaste que lui, le monde » (56). Il y a dans *Le Feu follet* une atomisation de l'univers en une infinité de parcelles sans communication les unes avec les autres. Toute cohérence disparaît faute de volonté organisatrice. Un regard vide se pose sur un univers dénué de sens. Cette méconnaissance grossière du monde ne peut que se retourner contre le héros : « J'aurais voulu captiver les gens, les retenir, les attacher. Que rien ne bouge plus autour de moi. Mais tout a toujours foutu le camp » (57). L'ignorance est donc réciproque : l'univers en miettes d'Alain ne peut que se dissoudre devant lui et le nier à son tour. De l'extérieur comme de l'intérieur, le néant menace de toute part les acteurs pitoyables du *Feu follet*.

Sans conteste le procès du héros est chargé. Il serait tentant de mobiliser la psychanalyse, la psychiatrie même, et de broser un tableau clinique fort rassurant de la situation. Cette solution de facilité, Drieu La Rochelle l'a rejetée. Tout en stigmatisant les insuffisances de son héros et ami, il n'en retourne pas moins la question. Alain n'a rien trouvé dans le monde, mais aussi que pouvait-il y trouver ? Ce monde, sa téléologie tient en deux phrases : « La clientèle aussi est choisie, enrégimentée et dirigée. La publicité devient la science d'adapter la consommation à la production » (59). 40 ans avant l'heure (1928) voici une véritable définition de la société de consommation. Et celle-ci se retrouve, omniprésente, jusque dans le décor du dernier cercle : magazines pornographiques, collections de boîtes d'allumettes, statuettes ba-

riolées... Au **xx^e** siècle la tragédie elle-même se voit submergée par des gadgets absurdes d'une civilisation de pacotille. Dans l'esprit de Drieu La Rochelle, le mince drame personnel de Jacques Rigaut s'insère dans une aventure collective. Il devient le symbole de l'agonie de l'homme européen. C'est l'univers entier qui appelle à la mort. Le silence des hommes. La dégradation des formes sociales. La disparition de la foi. Plus de dieux, plus de noblesse, plus d'idéal. « Le soleil ne brillait pas, la mer ne remuait pas ». La société de l'abondance et de la désolation conduit au monde figé de l'impossibilité de vivre.

La marche à la mort d'Alain n'a pas une cause qu'il aurait suffi de supprimer pour tout arranger. L'inaptitude à vivre est la conséquence d'une société ignoble de la même manière que l'inanité de cette dernière est l'écho d'une faiblesse intime. « Une race usée par la civilisation ne peut croire dans la volonté » (59). Le processus de dégradation est total : il s'étend à tous les niveaux de la société et de l'individu. La société industrielle n'offre rien à l'individu et celui-ci est à son tour incapable de lui arracher une raison d'espérer et de continuer à s'accepter. A l'opposé d'une liberté, le suicide apparaît ici comme une fatalité polyforme qui se resserre sur un individu déjà dépouillé de son humanité : « Ce n'était pas ce qu'au cours de sa première jeunesse il avait voulu. En ce temps-là, il parlait de son suicide. Mais le meurtre ainsi caressé, c'était un acte volontaire, libre ; maintenant, une force étrangère et idiote avait repris à son compte ce vœu farouche et pur de tout prétexte, qui avait peut-être été une explosion de vitalité, et cette force le poussait des deux épaules par le couloir monotone de la maladie vers une mort tardive » (60).

Cette ambivalence apparaît également dans *Gilles* avec le suicide du jeune Paul Morel. D'une part le portrait de Paul Morel est encore plus chargé que celui d'Alain. L'accent est mis avec une insistance accrue sur « cette douceur de l'enfance choyée dont il n'aurait jamais dû sortir » (61). D'autre part la critique de la négativité de certaines forces sociales se fait plus précise. Sont mis en

cause, bien sûr, l'ordre *opaque*, l'ordre bourgeois, mais aussi, l'anarchie révolutionnaire, irresponsable et sans avenir. Cette dernière accélère même le mécanisme de destitution du monde en détruisant les derniers vestiges d'aristocratie qui avaient résisté au règne bourgeois. C'est là un schéma typiquement nietzschéen. La situation de Paul Morel est donc la même que celle d'Alain, mais simplifiée à l'extrême : la tragédie cède la place au théâtre de marionnettes. Le caractère fatal du suicide n'en apparaît que plus nettement. C'est la dernière démission d'un univers déchu. Le moi déchiré, en loques, la société impénétrable, fermée : l'individu est pris entre deux impossibilités. Jamais la condition humaine n'était apparue plus intenable.

Mais la vision du monde de Gonzague, d'Alain ou de Paul Morel, faite avant tout d'incohérence et de pauvreté peut sembler suspecte à plus d'un point de vue. Dans quelle mesure peut-elle prétendre engager autre chose que la fiction littéraire dans laquelle elle s'insère ? Jusqu'où la société peut-elle se reconnaître dans cet acte d'accusation ? Questions d'autant plus pertinentes que suscitées par l'œuvre elle-même. En effet, tout en nous donnant ces personnages pour exemplaires d'une certaine forme de la sensibilité européenne du *xx^e* siècle, Drieu La Rochelle n'en marque pas moins la distance qui le sépare d'eux. Dans *La Valise vide* et *l'Adieu à Gonzague*, la voix de l'auteur se sépare même de celle du héros pour lui donner la réplique et soutenir la thèse adverse. Cela revient à signaler la relativité des analyses effectuées autour de leurs cas. D'autres solutions sont pressenties. Alain lui-même semble le sous-entendre lorsqu'il déplore l'ambiguïté et l'insignifiance de son échec : « Puisqu'en tout cas, qui qu'on soit, on a envie des mêmes choses que tout le monde, comme tout le monde, il faut s'occuper de les prendre et les prendre à tout le monde. Ensuite on peut tout mépriser, choses et gens. Mais pas avant, pas avant. Avant, on est un estropié qui crache sur les gens qui marchent droit » (62).

D'Alain à Gilles le fossé est donc analogue à ce qui sépare les estropiés des autres hommes. Ceci explique

cette première démarche de Gilles qui est d'aller vers le monde pour accumuler le maximum de richesses possibles, depuis les plus frivoles (le cliché du dandy dans un bar des Champs-Élysées) jusqu'aux plus intellectuelles (les pamphlets politiques, les recherches religieuses). C'est à peine transposée, l'illustration de la célèbre formule de Sénancour : « L'homme est périssable. Il se peut ; mais périssons en résistant, et si le néant nous est réservé, ne faisons pas que ce soit une justice » (63). Et Gilles ne mourra pas avant d'avoir acquis une dimension qui rende sa chute infiniment plus *injuste* que celle du *Feu follet*. D'ailleurs en choisissant de mourir dans une Espagne mythique en proie à une guerre quasi religieuse, Gilles renvoie expressément à quelque chose de plus que son simple égoïsme. D'abord à une volonté politique et morale : la renaissance d'une dignité humaine à travers le combat. Ensuite et surtout : une conception métaphysique de la vie. Le suicide (car la mort de Gilles est un suicide à peine déguisé) dans une arène, cette survivance du paganisme au sein du christianisme, se donne d'emblée comme riche de sens. Malgré toutes les désintégrations sociales et individuelles, Gilles a réussi à maintenir un îlot de résistance à l'abri de l'échec existentiel : la part du vieux Carentan. Ainsi sa mise à mort peut condamner l'expérience d'une civilisation vécue à son plus haut degré de lucidité.

Nous voyons donc se dessiner deux notions du suicide diamétralement opposées : le suicide-défaite (cf. Alain, Paul Morel) et le suicide-affirmation. Le premier s'inscrit dans une logique de la civilisation qui, depuis la Renaissance, accule l'homme à subir son agressivité naturelle au lieu de la déployer vers l'extérieur : « le trait capital, ce sont *Les Confessions* : l'aveu de l'onanisme — physique ou moral — du subjectivisme sentimental » (64). Pour Drieu La Rochelle l'onanisme est donc lié à ce suicide-défaite, tout comme l'homosexualité ou la drogue. « Encore une façon de porter la main sur soi-même » est-il écrit dans *Gilles* à propos du suicide de Paul Morel. Cependant même s'il met en rapport ce désir de résorption dans le néant et un état social donné, Drieu La Ro-

chelle ne le considère pas moins comme « le cri criminel par excellence ». Si le malaise de la civilisation peut servir à expliquer la démission de l'homme, il ne saurait la légitimer. Justement, à partir de la réaction de *Gilles* (1937-1939), Drieu La Rochelle a surmonté ses principales inhibitions, les séquelles de l'humiliation familiale, tout ce qui le ramenait à « égalité de déchéance et de misère » avec ses personnages les plus désespérés. Frédéric Grover parle d'une psychothérapie. Ce succès remporté au niveau de l'écriture accorde à *Gilles* une place toute spéciale dans l'existence de Drieu La Rochelle : « Au fond de moi-même, je crois à la valeur de mon esprit à travers cette œuvre importante », écrit-il dans son Journal (65). C'est la première fois qu'une telle certitude apparaît dans cet univers de remise en cause permanente. Désormais la rupture est consommée avec les fuyants feux follets de jeunesse. Le héros est prêt pour la mort solaire à laquelle il aspire.

La fascination qu'a exercée la mort sur Drieu La Rochelle ne sera jamais bien comprise si elle n'est pas rapprochée de ses idées religieuses. Non chrétien, Drieu La Rochelle ne retenait du catholicisme que son côté fondamental : le Péché et la Chute, l'Enfer et la Grâce. « Sous les mots grecs, juifs, il y a l'expérience des races, l'expérience la plus ancienne de l'humanité » (66). Cette tentation catholique, Drieu La Rochelle la ressent au plus fort alors qu'il rédige *Gilles*. Ce qui le séduit dans le christianisme c'est l'effort humain vers l'Être — la facilité du mot Dieu lui répugne même. Or des générations de prêtres catholiques ont dénaturé cette tension de l'homme vers le divin avec de sordides préoccupations temporelles : « Ils en ont fait une médiocre petite histoire morale, alors que c'est un grand poème métaphysique » (67). La seconde guerre mondiale correspond à un éloignement définitif vis-à-vis du christianisme. « Une race inscrit sa mesure du divin. C'est la mesure la plus haute. Cette mesure avait été pleinement prise avant la venue des hommes du Christ. Ici, l'on comprend que le christianisme n'est qu'un élan entre autres... » (68). Le grand poème de la volonté de déité, Drieu La Rochelle le

trouve alors dans la pensée hindoue. Il passe la dernière période de sa vie à étudier les vieux livres sacrés de l'Inde : Uspanishads, Brahmasutras. La réflexion orientale correspond à quelques idées déjà fortement ancrées en Drieu La Rochelle : son refus de tout espoir de survie individuelle — une lâcheté confiait-il à Emmanuel Berl, sa foi en au-delà de la vie, en une permanence de Vie, un Tout où se fondent les individuations passagères. Dans cette optique la Vie devient une totalité hors du temps qui préside au cycle des vies et des morts humaines. Une vie ratée est donc ratée dans l'éternité et pour l'éternité. Par contre la mort comme volonté consciente, en détruisant la faiblesse et l'insuffisance vécues, peut avoir un effet purificateur. Pour Drieu La Rochelle le seul péché est le péché contre la Vie, contre ce qu'elle révèle à travers les individus d'essentiel, de parfait, de fort (69). En effaçant le péché, le suicide devient le moyen de rachat (70). Il y a une ascèse de la mort chez Drieu La Rochelle.

La mort de Gilles, placée sous le signe des dieux, vieux compagnons de route de l'humanité, s'inscrit clairement dans ce rapport avec l'universel. Cependant une suspicion n'en continue pas moins de peser sur la propre fin de Drieu La Rochelle. Tandis que l'explication rassurante du suicide du *Feu follet* se voulait d'ordre médical, celle du suicide de Drieu La Rochelle se veut d'ordre politique : Drieu La Rochelle, écrivain de droite, a collaboré avec l'ennemi, à mis fin à ses jours en 1945... Une telle mort ne concerne plus personne sinon quelques vieux nostalgiques du crématoire. Mais cette manière aisée d'éviter la problématique suscitée par une pensée qui avait toujours refusé de se résoudre en un système, ne fait que souligner son actualité : c'est quand une œuvre est déclarée irrecevable par l'*establishment* qu'elle est vivante. Le véritable problème se pose à un niveau différent : pourquoi l'insuffisance nihiliste du *Feu follet* ? pourquoi le fascisme de Drieu La Rochelle ? Et nous avons vu que ces questions ramenaient l'attention sur les formes sociales et culturelles du siècle. Le problème est plus embarrassant !

De l'incommunicabilité à l'impossibilité de l'action en passant par la mort de Dieu, l'homme contemporain ne trouve dans le monde que l'absence de toute raison d'être. La conséquence immédiate de cette situation est l'insignifiance de l'être humain. La désagrégation de l'univers du *Feu follet*, loin de s'atténuer avec les romans plus représentatifs des idées personnelles de Drieu La Rochelle, ne fait que se confirmer. D'une façon générale tous ses personnages se montrent incapables de relier leurs diverses activités entre elles. Nous avons déjà remarqué au passage comment Gilles dissociait la femme en sexe et argent. Mais la femme adultère, en divisant sa vie entre son amant et son mari, confirme objectivement la division de son être entre vie sociale et vie sexuelle. Le père de Paul Morel est déchiré entre son devoir familial et son métier. Chaque nation est tirillée entre la droite et la gauche, conservatisme et progressisme. Aucun des héros de Drieu La Rochelle ne parvient à trouver d'harmonie entre ses désirs, entre son action et sa pensée. Le morcellement des activités conduit à l'éparpillement de la pensée : l'unité du moi ne peut qu'être détruite par ce mode de vie. « C'était de nouveau Verdun, le moment où l'être humain accablé ne peut plus supporter la voûte du ciel et la laisse s'écrouler dans un chaos imbécile » (71). Incohérente, divisée par la multiplicité anarchique de ses impératifs économiques et techniques, incapable de se fonder sur une conception centrale de l'homme, la société moderne provoque tout naturellement l'éclatement de l'ego.

La violence du réquisitoire de Drieu La Rochelle tient principalement à ce qu'il situe tout sur le même plan fondamental : la sexualité comme la culture, la seringue d'héroïne comme l'abondance des biens de consommation. Un Président de la République impuissant est aussi caractéristique de son siècle qu'un gosse malade qui se suicide. Par delà l'individu c'est toujours la société qui est en cause. Une société qui ramène l'homme à lui-même, sans plus, le résume à sa fatalité biologique d'être fini, mortel, écartelé de néant. Or un monde règne qui n'offre rien à l'individu — sinon sa propre dissolution dans le

travail et la consommation. L'engagement mondain ne peut que déboucher sur l'échec. L'action comme moyen de stopper le retour au néant est une grossière utopie... Dans la préface de *Gilles*, Drieu La Rochelle définit son œuvre comme une satire. C'est en effet par cet angle qu'il faut l'appréhender. Elle ne trouve sa pleine puissance que dans la satire impitoyable de toute la civilisation occidentale, de l'impasse où se trouve fourvoyée sa religion morte, son art brisé, ses valeurs loqueteuses et inacceptables. Partout s'entasse l'argent et le chrome, mais les rêves stéréotypés et les pyramides d'usines ne parviennent pas à combler le creux du ciel vide. Cette œuvre ne dit rien d'autre.

D'où le second mouvement de Drieu La Rochelle, souvent esquissé depuis les années de jeunesse, enfin triomphant à la fin de la deuxième guerre mondiale : la fuite vers une « terre extrémiste », la quête d'un « royaume improbable ». « Quand je pense qu'il y a un pays qui s'appelle le Thibet qui étend ses couvents à trois ou quatre mille mètres au-dessus de l'Inde et de la Chine, et que j'aurais pu aller là en 1938 au lieu d'user mes derniers jours dans ces sinistres casernes de la race blanche... » (72). Le recours à l'Orient est un moyen de s'évader de cette société européenne qui impose à l'homme une image déchue de lui-même. La pensée orientale présente l'avantage d'apporter à Drieu La Rochelle une conception métaphysique de l'être humain que l'Occident a perdue. En même temps, elle lui propose un travail de dépouillement du moi : un effort pour se déprendre du monde et rejoindre l'Être. Mais ce rejet idéaliste du monde implique un mode de vie très passif, tout de contemplation et de recueillement. « Quelle différence y a-t-il entre l'extase et la stupeur ? » demande alors Drieu La Rochelle, butant ici sur le même obstacle que Malraux (73). Pour un Occidental, même en rupture de ban, il y a là une équivoque difficilement admissible. C'est ce qui explique les difficultés de concentration avouées dans le *Journal* : « I am not enough a mystic to get out really of life » (74). Le mode de vie oriental marque la limite de l'influence hindoue qui s'est faite sentir sur Drieu La

Rochelle dans la dernière partie de sa vie. Pour lui le détachement du monde ne doit pas seulement être pensé, mais vécu. Il est à noter que ses derniers héros : Felipe, le guitariste de *L'homme à cheval*, Constant, le solitaire des *Chiens de paille*, Dirk Raspe, cette réincarnation romanesque de Van Gogh, sont pauvres, sans femmes et vieux ou laids. Autant de signes de la volonté de refus physique du monde. L'homme blanc a besoin de gestes pour se convaincre de son existence. Il a besoin de « creuser de son vivant, autrement qu'avec des idées, autrement qu'en imagination, le mur de sa prison » (75). Jusqu'à la fin, pour évoquer la condition humaine, Drieu La Rochelle est obligé de recourir à des images forgées par Pascal. La représentation orientale de la vie, se jouxtant ainsi à une éthique de l'action, ne pouvait que déboucher sur le suicide : à la fois acte et rejet du monde. L'Orient, loin d'apporter une raison de vivre, à précipité la mort de Drieu La Rochelle.



A un certain degré de conscience l'expérience humaine n'appelle donc que la mort. Tel est le constat d'une vie qui s'est toujours efforcée de poursuivre les questions jusque dans leurs ultimes aboutissements. Partout règne l'improbabilité de l'âme. Pour celui qui interroge la vie au téléphone à travers une voix de femme indifférente comme pour celui qui interroge les anciens dieux souffrants de l'humanité : Dionysos, Christ. Aucune civilisation ne saurait se perpétuer dans de telles conditions. « Le désert croît », avertissait Nietzsche il y a longtemps déjà. Heidegger précise : désert, désolation, sont plus graves que destruction. « La désolation est, à la cadence maxima, le bannissement de Mnémosyne » (76). Au milieu de cette débâcle, la noblesse ne peut s'exprimer que dans le refus. Au nom de valeurs peut-être terriblement irrationnelles et indécises mais qui font que l'individu s'arrache au néant. Il ne faut pas se méprendre sur les intentions d'une telle pensée. Drieu La Rochelle s'est toujours fait

une certaine idée de l'homme, entièrement composée de noblesse et de force. Et jamais il ne renoncera à cette possibilité d'être de l'homme. Sur ce préalable repose toute sa réfutation de la société européenne. Drieu La Rochelle est d'autant plus acharné dans sa volonté de satire qu'il *sait* que la civilisation du XX^e siècle n'est pas le critère absolu de réussite. Le souvenir de la boue des tranchées et de la camaraderie du feu, est sans cesse présent en lui. Un jour les hommes se sont dépouillés de leurs habitudes de bourgeois civilisés, de leurs horaires de bureau, de leurs mois à gagner, pour retrouver un rythme de vie élémentaire et barbare, pour retrouver « le rêve soudainement, incroyablement réalisé des enfants fidèles aux origines, des enfants qui jouent aux sauvages et aux soldats » (77). La guerre, l'enfance, et le rêve : la nostalgie est sans doute absurde mais elle étaye intimement la conviction intellectuelle que d'autres solutions sont possibles que la société a négligées jusque là. Remise en cause d'une société fermée, remise en cause d'une vie futile, le suicide se veut aussi affirmation d'espérance. Plus qu'une condamnation supplémentaire de l'arrière, c'est le retour au front du jeune combattant de Charleroi. Drieu La Rochelle est d'ailleurs conscient de cet optimisme suprême dont se porte garante son œuvre : « je crois que toute œuvre sérieuse naît dans le pessimisme mais aussi que toute œuvre sérieuse surmonte ce pessimisme » (78). Destruction est meilleure que désolation. Ce penseur imbibé d'Orient a la conviction que toute vie s'alimente des vies qui l'ont précédée. Bien davantage qu'un simple abandon, la mort peut devenir le meurtre de ce qui dans la vie accepte le désert. Le 15 mars 1945 Drieu La Rochelle s'enferme dans sa « cellule de suicide », donnant ainsi son existence en offrande à l'avenir de l'homme européen : « Geste éternel de toutes les religions, le sacrifice, le geste du sacrifice qui ne fait que ramasser et styliser le geste de la vie. L'homme ne naît que pour mourir et il n'est jamais si vivant que lorsqu'il meurt. Mais sa vie n'a de sens que s'il donne sa vie au lieu d'attendre qu'elle lui soit reprise » (79). Drieu La Rochelle est mort pour que meurent la faiblesse, l'humili-

liation et l'angoisse. Que vive quelque chose « de plus beau, de plus fort, de plus ». Il y a juste vingt-cinq ans. Sur le monde la nuit règne toujours.

Jean-Guy RENS.

(49) *L'homme couvert de femmes*, p. 114.

(50) Tous les enfants s'imaginent à un moment ou à un autre avoir des parents inconnus, qui ne sont pas les parents réels, et qu'il est possible d'orner de rêves multiples. *Gilles*, p. 49 : « Mes parents, je puis les imaginer comme je veux ». Cas typique de ce que Freud appelle le « fantasme du roman familial ». Rimbaud, lui, parle de « changer la vie ». Nietzsche nous confie « qu'il est parfois dangereux d'être héritier ». Il y a dans l'individu quelques fatalités dont on s'écarte difficilement.

(51) *Gilles*, p. 101.

(52) *Gilles*, p. 340.

(53) *Le Feu follet*, p. 38.

(54) *Sur les écrivains*, p. 180.

(55) *Le Feu follet*, p. 180.

(56) *Le Feu follet*, p. 200 et 186.

(57) *Le Feu follet*, p. 181.

(58) *Genève ou Moscou*, p. 173.

(59) *Le Feu follet*, p. 54.

(60) *Le Feu follet*, p. 63.

(61) *Gilles*, p. 249.

(62) *Le Feu follet*, p. 162.

(63) Sénancour, *Obermann*, lettre XC, p. 260 (t. II), Ed. Arthaud.

(64) *Notes pour comprendre le siècle*, p. 68.

(65) Inédit ; cité dans le livre de Frédéric Grover, *Drieu La Rochelle*, p. 48.

(66) *Gilles*, p. 102.

(67) *L'homme à cheval*, p. 290, Club des libraires de France.

(68) *L'homme à cheval*, p. 272, Club des libraires de France.

(69) Ainsi l'amour bien fait sera pour Drieu La Rochelle le signe premier de la pureté (cf. épisode Pauline dans *Gilles*, G. 352-425).

(70) Il est intéressant de noter que ces idées ont préexisté chez Drieu La Rochelle à la découverte de la pensée hindoue. Témoin cette lettre à Suarès, datée de 1917 : « je voulais effacer par la mort l'être trop faible que je croyais être » (*Sur les écrivains*, p. 87).

(71) *Gilles*, p. 413. Drieu La Rochelle prend naturellement Verdun comme symbole historique de la liquidation du concept Homme.

(72) *Les Chiens de paille*, p. 129-130.

(73) *Récit secret*, p. 43. Rappelons la phrase de Malraux sur le même sujet : « Dans l'extase, le penseur ne s'identifie pas à l'absolu comme l'enseignant vos sages ; il appelle absolu le point extrême de sa sensibilité ». (*La Tentation de l'Occident*, lettre de A.D. à Ling, p. 166-167, Ed. Grasset).

(74) *Récit secret*, p. 72.

(75) *Récit secret*, p. 21.

(76) Martin Heidegger, *Qu'appelle-t-on penser ?* P.U.F., p. 36.

(77) *Gilles*, p. 6.

(78) Radio-dialogue, cité dans le livre de Frédéric Grover, *Drieu La Rochelle*, p. 218.

(79) *L'homme à cheval*, p. 285, Club des libraires de France.

Le Fascisme et la Jeunesse

La naissance d'un certain néo-fascisme va de pair, ce qui est fort logique, avec la parution d'études nettement plus objectives sur la période où fascisme et national-socialisme ont joué un rôle primordial dans l'évolution historique.

Ainsi la parution de l'étude de Dieter Wolff « Doriot » a montré qu'il était possible d'éditer une œuvre véritablement objective, qui, par son objectivité même, apparaissait aussitôt comme une réhabilitation de Jacques Doriot et de son Parti Populaire Français.

Le livre de Mac-Grégor sur le fascisme, que nous avons analysé dans un numéro précédent de *Défense de l'Occident*, a montré toute la richesse idéologique et philosophique du fascisme.

Il est désormais évident qu'une remise en cause de l'historiographie officielle est devenue possible et les implications politiques d'une telle révision peuvent être incalculables. Ce qui a empêché jusqu'à une date récente le fascisme de renaître, alors que ses vainqueurs provisoires avaient totalement échoué, c'est la façon dont de faux historiens présentèrent pendant des années une vision extraordinairement truquée du fascisme.

Certes, les faussaires en question poursuivent leur sale besogne, mais il est devenu clair que d'autres historiens s'opposent à eux, non pas en tant que sympathisants du fascisme (Wolff, par exemple, n'a aucune sympathie pour l'idéologie fasciste), mais simplement en tant qu'historiens honnêtes et impartiaux.

Cette vision enfin libre de l'histoire est une première

étape vers une définition enfin véritable de ce que fut le fascisme, de ce que furent ses erreurs et ses tares, et de ce qui demeure de positif dans ce grandiose mouvement qui regroupa, derrière ses drapeaux, des millions de membres enthousiastes de tous les peuples du monde. Les vingt-cinq années de fascisme ne peuvent plus être « à rayer de notre Histoire », pas plus que les idéaux de grandeur et d'indépendance nationale, de justice sociale, d'ordre, de courage et de pureté que le fascisme amenait avec lui ne pourront être éliminés de notre vie politique, sous peine de voir notre société crever lentement, gorgée de richesses et de luxe (à côté de la plus noire misère), avachie dans sa veulerie et incapable de faire face aux hordes sauvages qui la guettent, par-delà le li-mes défensif de la « Pax Americana », voire de la « Pax Sovietica »!

Au moment où un néo-fascisme réapparaît au grand jour, il importe de voir quels sont ces thèmes politiques et idéologiques, quelle est la continuité et le changement dans le « fascisme ».

Un révisionnisme fasciste.

Il faut bien voir qu'aujourd'hui, nous nous trouvons en présence d'une extraordinaire révision de l'idéologie fasciste. En particulier, les termes les plus excessifs de la doctrine, ce qui avait provoqué en partie son échec, ont été effacés, le plus souvent, des nouvelles thèses des mouvements d'Ordre Nouveau (spécialement en Europe).

1. — Le chauvinisme et l'impérialisme ont été définitivement abandonnés, au profit d'une volonté d'union. Les nationalistes européens militent désormais pour la construction d'une Europe Unie, assurant le plus grand développement possible à tous les peuples de notre Continent. Les nationalistes français ont fini par comprendre que les nationalistes allemands n'étaient pas leurs ennemis principaux, mais, au contraire, leurs meilleurs amis. La fin des luttes nationales a entraîné un premier début d'édification d'une véritable internationale Néo-fasciste. Il faut, à ce propos, saluer le patient travail des camarades italiens du M.S.I., initiateurs et ardents propagandistes, dans les faits, d'une telle internationale.

« Défense de l'Occident » est d'autant plus à l'aise pour saluer une telle initiative que son Directeur, Maurice Bardèche, fut l'un des créateurs du Mouvement Social Européen, premier noyau d'une telle entreprise, et que la revue fut créée pour diffuser en France les thèses (très largement inspirées des œuvres de Maurice Bardèche) du Mouvement Social Européen.

Un exemple révélateur de cet abandon du chauvinisme se trouve dans la presse et les bulletins de liaison des mouvements néo-fascistes.

Le Journal des jeunes M.S.I. : « Rivolta ideale » publie dans ses derniers numéros, des articles élogieux sur Ordre Nouveau (avec des photos de ses réunions et de ses dirigeants) et sur divers groupes nationalistes européens.

« Ordre Nouveau Informations », dans son numéro de juillet, présente le M.S.I. sous le titre « Un exemple à imiter », montrant ainsi sa communion de pensée et d'action avec les néo-fascistes d'Italie.

Ainsi apparaît la profonde conjonction de pensée et d'action unissant de jour en jour plus étroitement les principaux groupements d'Ordre Nouveau d'Europe.

Nous ne sommes encore qu'au début de ce processus d'unification, qui tendra, de plus en plus, à se concrétiser durablement.

2. — L'abandon du Führer Prinzip, de la notion de Duce, est devenu pratiquement total dans tous ces mouvements. Seuls quelques sous-groupuscules sans audience perpétuent (caricaturalement) le souvenir du N.S.D.A.P. ou du P.N.F. mussolinien, dans un culte dévot pour un chef, en général incapable de toute action politique sérieuse.

Dans les mouvements sérieux, au contraire, la règle de la Direction Collégiale est strictement appliquée et un groupe de dirigeants, fort peu mis en avant dans la propagande du parti, anime le mouvement. Celui-ci tend à être régi par les lois du « centralisme démocratique », la discussion y étant libre, jusqu'au moment où, une décision étant prise, tous les militants s'y rallient pour agir en sa faveur.

3. — Les Mouvements d'Ordre Nouveau, devenus totalement révolutionnaires, abandonnent toute discrimination entre un « Bon Capitalisme Aryen » et un « mauvais Capitalisme juif ». Pour eux, la Société Capitaliste tout entière est à abattre et leur contestation de cette dernière est aussi radicale que celle des divers groupuscules gauchistes.

Cette contestation est telle que nombre de militants néo-fascistes seraient prêts à combattre les régimes ploutodémocratiques aux côtés des gauchistes, si ces derniers ne manifestaient pas en toutes occasions (essentiellement du fait de leur origine raciale) leur haine viscérale du fascisme.

Le développement d'un nationalisme révolutionnaire fait disparaître ce qu'il pouvait y avoir de conservateur dans certains aspects du fascisme. Le fascisme des années vingt voulait sauver une société qui possédait encore quelque sens des valeurs, face à une subversion qui entendait détruire celles-ci. De nos jours, la société, s'étant pourrie elle-même, ne mérite en aucune façon que l'on tente de la défendre.

Sur ses ruines, les Néo-fascistes veulent construire une société plus juste et plus humaine, débarrassée de tous les excès du mercantilisme forcené et du capitalisme sauvage qui sont les tares de notre époque. Il n'est donc pas question de faire alliance avec des conservateurs, qui n'ont rien de valable à conserver, alors que la tactique du « Front National » ou du « Front de Harzburg » (alliance des fascistes, des libéraux et des démocrates en 1921, du N.S.D.A.P., des nationaux allemands et du Stahlhem en 1931) pouvait être parfaitement valable il y a quelques décennies.

Cette transformation a amené un très grand changement dans le domaine de l'expression des idées. Le vieux corporatisme fasciste, tenu pour conservateur voire réactionnaire, est souvent abandonné au profit d'une vision socialiste de l'économie. Le vocabulaire a, lui aussi, changé, mais les thèmes profonds sont restés les mêmes et, surtout, il existe, ce qui est extraordinaire chez de très

jeunes gens n'ayant, et pour cause, aucun souvenir de l'aventure fasciste, une réaction non plus passionnelle (comme leurs aînés de quelques années n'ayant pas connu le fascisme mais les tristes temps de l'après-fascisme et du Droit de Nuremberg) mais bien rationalisée à propos du phénomène fasciste.

Face à l'effondrement de la société bourgeoise, ils considèrent que la réponse fasciste à cette crise est la seule intellectuellement valable, et leur accord, critique, avec les thèmes du passé ne repose pas sur une allégeance sentimentale au « Fascisme immense et rouge », mais, au contraire, sur une reconnaissance politique de la valeur du message fasciste.

Pour les jeunes néo-fascistes, il n'y a plus qu'une alternative possible au processus de décomposition de la société Plouto-Démocratique :

— Ou le marxisme, en tant que reconstruction d'une Société selon les normes rigides du stalino-maoïsme (en laissant de côté les élucubrations de trotskystes en mal de leur saint patron et de guevaristes de salon).

— Ou le Nationalisme-Révolutionnaire, c'est-à-dire le néo-fascisme, unifiant le peuple pour une lutte victorieuse contre la Réaction et les Rouges.

Mais pour parvenir à ce que le second volet de l'alternative soit celui qui l'emporte, les divers mouvements néo-fascistes ont conscience de l'urgence d'une nouvelle programmation de leurs thèmes idéologiques.

Du fait de sa puissance propre et d'une organisation rodée par plus de vingt ans d'exercice, le M.S.I. a réalisé l'effort le plus considérable en vue d'une telle programmation.

L'école de cadres du M.S.I., depuis l'avènement (juin 69) d'une nouvelle direction révolutionnaire, a entrepris un tel travail. Il est bientôt apparu que la richesse idéologique du fascisme, bien réelle, avait été plus ou moins écrasée par l'immense personnalité de ceux qui l'avaient incarnée. Ces hommes, soucieux avant tout de l'action, avaient contribué à faire passer au second plan la doctrine fasciste.

Eux disparus, il s'avère, au contraire, que cette doctrine

a parfaitement subi l'épreuve du temps. Comme nous avons essayé de le montrer dans notre article sur le livre de Mac-Grégor, le néo-fascisme apparaît comme la seule véritable réponse aux problèmes des pays sous-développés, devenus le point vital du monde de la seconde moitié du xx^e siècle. « L'Etat du Peuple tout Entier », leitmotiv du fascisme, a fini par conquérir la métropole même de son pire ennemi, le bolchevisme. Depuis 1964, l'U.R.S.S. considère son régime comme un tel état, enterrant ainsi définitivement la vieille dictature du prolétariat.

Il apparaît de jour en jour plus évident que l'idée fasciste n'a pas été détruite par la défaite militaire de l'axe en 1945. Au contraire, il faut ici citer un ancien partisan du fascisme, devenu son adversaire haineux, Maurice Duverger, professeur de droit, dans un article intitulé « Un contre-mai ? », paru dans *Le Monde* du vendredi 13 février 1970. « ...La situation actuelle se caractérise au contraire par un réveil de l'extrême-droite et — il faut bien le dire — d'un certain fascisme. Que le portrait de Mussolini apparaisse dans le hall d'Assas, que certains groupes y fassent de la propagande pour une réunion commune avec les néo-fascistes italiens et les néo-nazis allemands, cela correspond à une évolution perceptible depuis plusieurs mois.

...Mais ils (les mouvements d'extrême-droite) sont beaucoup plus forts que les années précédentes. Surtout, ils ne recrutent pas seulement quelques fiers-à-bras rêvant de bagarre : ils ont aussi maintenant quelques meneurs de valeur ; *ils exercent un certain attrait intellectuel* (souligné par nos soins - N.D.L.R.).

Le maurrassisme, le corporatisme, les thèmes d'ordre et d'autorité à la mode dans les années 30 connaissent un nouvel attrait ».

Ainsi que l'a noté Maurice Duverger, le phénomène le plus intéressant de la renaissance du fascisme réside dans l'attrait intellectuel qu'il exerce sur de nombreux jeunes gens.

Après des mois et des années d'anarchie intellectuelle, de martèlement obsédant de « Grande Révolution Culturelle Prolétarienne », de « maoïsme », de « léninisme »

et d'autre « trotskysme », sans aucune réaction de l' « Establishment » bourgeois, il est devenu évident que nombreux sont ceux qui souhaitent recevoir les armes intellectuelles nécessaires pour riposter à la clientèle régnante. Il est sûr qu'il n'est pas possible de lutter contre cette chienlit par des méthodes policières mais bien par une action idéologique. C'est une telle action que souhaitent les jeunes qui veulent construire une société meilleure sur les ruines d'une société en pleine rage suicidaire.

Il est donc nécessaire de ne pas décevoir leur attente, en insistant au maximum sur l'apport intellectuel du néofascisme.

La mise au net de la doctrine fasciste permettra de faire « marcher sur les deux jambes », celle de la théorie et celle de la pratique, la Révolution qui s'annonce. Loin de l'activisme stérile et des cercles de pensée ne débouchant jamais sur l'action, les combattants de la nouvelle Révolution Fasciste ont compris que la Force devrait être au service de l'Idée.

L'outil révolutionnaire, le Parti, existe ou commence à vivre réellement dans les pays européens. Il est donc possible dès aujourd'hui de mener un combat efficace, mais encore faut-il qu'une ligne politique correcte soit adoptée par les militants nationalistes.

Cette ligne politique doit, à chaque étape du développement du Mouvement de l'Ordre Nouveau, unir tout ce qui peut être uni, de concentrer et d'organiser au maximum possible l'ensemble des forces du mouvement. Mais il est évident que l'on ne peut unir n'importe quoi sur n'importe quelle ligne : l'unité à réaliser est d'abord une unité politique. Cette unité politique repose sur la *pratique révolutionnaire* au service de l'idéologie fasciste.

Chaque mouvement doit adapter l'acquit global de l'idéologie fasciste aux conditions particulières de la vie nationale, afin d'avoir une réponse réelle aux problèmes de sa nation. Le développement des luttes sera ainsi fonction de la diffusion correcte des thèses politiques élaborées d'une façon pragmatique et efficiente.

Cette nécessité commence à être clairement perçue.

Il importe de la diffuser toujours plus afin de forger les armes de la victoire.

Cette révision et cette adaptation indispensables du fascisme doivent donner naissance à une stratégie politique correcte. Il ne s'agit évidemment pas d'agir en dogmatique, en comparant mot à mot ce qu'a dit Mussolini et ce que dit tel ou tel groupe, en essayant de tordre la réalité pour la faire entrer dans un schéma idéologique de Giovane Gentile, par exemple. Ce n'est pas défendre le fascisme que de monter la garde sur ses livres saints.

Le révisionnisme fasciste qu'il est juste de préconiser est à l'inverse de ce dogmatisme. Il est l'application des règles éternelles du gouvernement de la société et de l'Etat aux réalités changeantes de la vie.

Ce réalisme est la meilleure arme de lutte qu'il soit possible de posséder. Seule la vérité est Révolutionnaire ; le sens du possible est la première qualité du Révolutionnaire.

Cette adaptation à la vie, face aux phantasmes d'un gauchisme pseudo-révolutionnaire, est le meilleur atout pour les nationalistes-révolutionnaires. De ce facteur, tous les mouvements sont persuadés et c'est en cela que réside leur meilleure chance de succès.

Libéralisme et marxisme ne donnent plus de réponse aux foules ; le fascisme lui donnera une nouvelle façon de vivre et de mourir, une façon de croire et de combattre, une façon de lutter et de vaincre. Sous les drapeaux du fascisme se lève une moisson pleine de promesses. La cause qui vit des millions d'êtres sacrifier leur vie pour sauver la civilisation occidentale des Hordes Rouges vit toujours. Les temps de la Croisade sont revenus, et, avec eux, l'idée qui menait au combat et au sacrifice suprême les camarades tombés pour la Défense de l'Occident.

Au Service du Peuple, animés par l'idéologie de l'Ere Glorieuse provisoirement écrasée il y a vingt-cinq ans, le combat des mêmes contre les mêmes recommence. La Guerre d'Espagne, la Croisade du 22 juin 41 ne sont pas finies, bien au contraire, tout recommence...

François DUPRAT.

L'Immigration en France

Il ne se passe pas de jours sans que l'actualité internationale ne nous braque sur tel ou tel pays. Les motifs en sont multiples. Néanmoins, depuis quelques années, voire même seulement quelques mois, un thème revient fréquemment dans la presse, écrite ou parlée. Une émeute, un discours, un projet de loi nous font prendre conscience d'un élément que beaucoup de nos compatriotes ont tendance à oublier, à savoir celui de la présence sur un territoire donné de communautés étrangères ou tout au moins au particularisme très marqué. Le problème a toujours existé aux Etats-Unis, depuis quelques temps le Royaume-Uni connaît certaines difficultés, aujourd'hui la Suisse n'est pas épargnée.

Si notre pays ne connaît pas d'affrontements physiques ou verbaux en son sein, nul ne peut prédire ce que sera l'avenir. Risquons-nous d'avoir des déconvenues dans un avenir plus ou moins proche ? Que représente l'élément étranger en France ? Quelle en est son importance ? Quelles en sont ses caractéristiques ?

Tout d'abord, qu'est-ce qu'un immigrant sur le plan pratique ? Le terme est vague puisqu'il peut tout aussi bien s'agir d'une personne qui ne fait que travailler en France huit heures par jour comme le cas se présente pour certains frontaliers, que de « saisonniers », résidant chez nous quelques semaines ou quelques mois au plus.

La liste pourrait s'allonger encore longtemps ainsi que nous n'aurions pas réussi à définir notre mot. Pour simplifier cette étude, nous allons volontairement la limiter à ce que nos autorités officielles appellent d'une part l'immigration des travailleurs « permanents » c'est-à-dire celle qui concerne cette catégorie de personnes établies pour plusieurs années, quand ce n'est pas définitivement, et de l'autre son complément, à savoir l'immigration « familiale », qui, comme son nom l'indique, englobe le ou les membres de la famille des « travailleurs permanents ». Quelle est donc l'importance de ces dernières formes de pénétration étrangère ? D'où viennent ces immigrés ?

Il est difficile de dire avec précision quel est le nombre d'étrangers en France aujourd'hui. Néanmoins, si nous nous en tenons aux statistiques les plus récentes et les plus sûres, c'est-à-dire celles qui émanent du recensement général de 1968 et qui sont censées approcher la vérité au 1/20^e près, notre pays possédait, voilà deux ans, 2.600.000 personnes non titulaires de la citoyenneté française, dont 1.600.000 de sexe masculin.

Jamais depuis 1931, nous dit l'Office National d'Immigration et dont nous verrons plus loin les caractéristiques, notre communauté n'avait compté autant d'étrangers. Il est vrai que lors de cette année « exceptionnelle », elle en renferma 2.700.000 ! La période qui s'ensuivit vit une diminution régulière de ce nombre qui ne fut plus en 1946 que de l'ordre de 1.700.000. Néanmoins, depuis la « Libération », ce chiffre n'a cessé de croître à nouveau, surtout à partir de 1956. Cette dernière constatation appelle quelques remarques.

L'après-guerre fut caractérisée, entre autres par une grave pénurie de main-d'œuvre. Pour remédier à ce profond inconvénient, le gouvernement de l'époque créa le 2 novembre 1945 l'Office Nationale d'Immigration qui allait avoir pour but, et aujourd'hui encore, d'une part de fixer les conditions d'entrée des immigrants en France, et de l'autre, de recruter des travailleurs à l'étranger. Cet organisme touche tous les candidats à l'immigration sauf ceux qui sont ressortissants de l'Algérie et des quinze

Etats de la communauté africaine et malgache. Ajoutons à cela que depuis 1946 des accords bilatéraux particularisent ceux de l'Office. De plus, des conventions préférentielles et très souples ont été passées avec les seize pays qui ne relèvent pas des activités de l'Office.

L'immigration étant donc provoquée, recherchée, les frontières étant largement ouvertes, voilà qui explique, certaines conditions aidant, pourquoi nous nous trouvons face à un problème non négligeable, à savoir celui d'avoir sur notre territoire 900.000 étrangers de plus qu'en 1946. Certes, nous avons, quantitativement parlant, autant d'étrangers en 1931, mais à l'époque la majorité d'entre eux venaient d'Europe, donc de communautés proches de nous. Or actuellement ce n'est plus le cas. Voyons donc ce qu'il en est.

Tous les horizons géographiques de notre planète sont représentés. Malgré tout, les 2.600.000 immigrés sont surtout originaires d'Europe et d'Afrique. Le vieux continent a en effet 1.900.000 représentants, et le bloc outre-méditerranée 650.000, contre 44.000 Asiatiques, 30.000 Américains et... 800 Océaniens.

Parmi les communautés européennes les plus importantes qui résident en France, nous avons par ordre décroissant celle d'Espagne (610.000 membres), d'Italie (580.000), du Portugal (300.000), et de Pologne (130.000) pour ne citer que les principales. Les 9/10^e des immigrants de ce continent viennent donc de quatre pays qu'ils ont quittés pour des motifs d'ordre social ou idéologique.

Le deuxième groupe humain vivant sur notre territoire vient d'Afrique. Ses principaux représentants sont les Algériens (470.000), les Marocains (88.000) et les Tunisiens (60.000). A cela s'ajoutent 27.000 Noirs. La majorité de ces originaires du Maghreb et d'Afrique noire a immigré pour des raisons sociales.

Nous passerons évidemment rapidement sur les communautés des autres continents en précisant seulement que la France renferme 17.000 citoyens des Etats-Unis, 9.600 Vietnamiens et 580 Australiens.

Comme nous pouvons le remarquer, les ressortissants

d'Europe et d'Afrique constituaient en 1968 d'après le recensement général l'écrasante majorité des immigrés. Enfin, d'après les toutes dernières statistiques de l'Office et qui ne portent par conséquent que sur les 4/5^e des entrées (nous avons vu précédemment pourquoi), l'immigration des « travailleurs permanents » a augmenté durant le premier semestre de 1969 de 45 % par rapport à la même période de l'année précédente ! L'importance de l'élément étranger représente donc plus de 5 % du peuplement national. Ces 5 % nous placent en Europe derrière la Suisse qui, précisons-le, détient le record absolu dans ce domaine avec 16 % ! (cette situation explique pourquoi, dernièrement, 46 % des Suisses se sont prononcés pour le renvoi d'un grand nombre d'étrangers hors du territoire helvétique.) Ceci dit, nous ne sommes pas sans remarquer le bon classement dont bénéficie notre pays à ce sujet, avec cette seconde place ! Une fois n'étant pas coutume, il fallait le souligner.

Comment se répartissent maintenant sur le territoire ces 2.600.000 immigrés ? Leur implantation s'est faite d'une manière générale en fonction des activités économiques de telle ou telle région, industrielles plus particulièrement. D'après certains chiffres fournis par l'Office et la Revue Française des Affaires Sociales, nous pouvons dire que l'agglomération parisienne (Paris et ses départements limitrophes) renferme 640.000 étrangers sur un total de 6.400.000 habitants, soit 10 % de l'ensemble. La province se partage le reste très inégalement réparti. Les départements comprenant un grand nombre d'étrangers, sont la Moselle : 143.000 (17 % de la population), le Nord : 127.000, l'Isère : 60.000, la Meurthe-et-Moselle : 46.000, les Bouches-du-Rhône : 45.000, la Corse : 30.000 (20 % de la population), etc...

Le danger dû à l'immigration ne réside pas tellement dans le fait que cette dernière représente 5 % du peuplement national, mais que celle-ci soit très inégalement partagée. Trop importante dans la capitale, la Corse et la Moselle, elle est inexistante par contre en Vendée ! Dans certaines régions, il y a un tel déséquilibre entre la population autochtone et la population d'apport qu'il se-

rait stupide de l'accentuer, voire même de la maintenir, sans aller au-devant de graves conséquences.

Sur les 2.600.000 immigrés, 1.800.000 sont des « travailleurs permanents », 800.000 sont considérés comme faisant partie de l'« immigration familiale ». L'âge de la population laborieuse est le suivant : 60 % a de 18 à 30 ans, 34 % de 31 à 45 ans, et 6 % plus de 45 ans. Précisons que 53 % d'entre elle est mariée.

Sur 20.000.000 de travailleurs, notre pays en possède donc 9 % d'origine étrangère. D'après les chiffres de l'Office qui portent sur la période de 1946 à 1966, nous pouvons dire que 33 % des immigrés actifs sont dans le bâtiment, 17 % dans l'agriculture, 15 % dans les métaux, 9 % comme personnel domestique, 7 % dans les mines, 28 % divers.

Cela nous donne 1.000.000 de personnes étrangères dans l'industrie (14 % des effectifs nationaux), 270.000 dans l'agriculture (9 % de l'ensemble des travailleurs de ce secteur), 160.000 dans les services domestiques, le reste ailleurs.

Il ne faudrait pas croire que cette main-d'œuvre est très spécialisée, bien au contraire. En effet, plus des 4/5^e est sans formation et ne peut occuper que des fonctions de manœuvre. Le pourcentage est plus particulièrement élevé chez les Algériens, puisqu'il est de l'ordre de 90 % ! Une immigration importante, peu qualifiée, mal répartie, telles peuvent être ses caractéristiques. Face à cette constatation, certains seraient tentés de dire que ce fait est irréversible, que nous avons besoin pour notre économie d'une main-d'œuvre importante, etc..., etc... Cela est faux. Pourquoi ? Depuis 1963, nos besoins en « bras » ont diminué considérablement. C'est l'Office National d'Immigration qui nous le dit en indiquant qu'en 1966, seuls 23 % des immigrants furent sollicités par notre pays ! Le reste ne l'était donc pas, soit les 3/4 ! Alors, ne serait-il pas possible à nos autorités d'interdire une immigration inutile ? Ne serait-il pas nécessaire de supprimer les clauses favorables dont bénéficient l'Algérie et l'Afrique noire, ces mêmes clauses qui sont refusées aux états européens ? Si ces deux mesures réalistes étaient adoptées,

beaucoup de candidats désireux de s'installer en France seraient refusés aux frontières. D'autres mesures pourraient ultérieurement être adoptées en vue de rejeter les chômeurs ou malades professionnels, les fauteurs de troubles, souteneurs et autres indésirables. Il s'agirait là de mesures de salubrité publique.

Mais il est vrai qu'un obstacle de taille se dresse devant ces saines propositions, à savoir celui venant des financiers qui ont intérêt à ce que cet état de fait se perpétue, état de fait qui leur permet de réaliser de substantiels bénéfices tant sur les salaires que sur les logements des immigrés. Empêcher l'invasion de notre pays par un sous-prolétariat trop abondant, soit, mais pour cela une solution nécessaire : mettre les capitalistes au pas. Mais là c'est un autre problème, c'est tout un programme.

Jean-Yves COULON.

La Chronique des Livres

« ONZE ANS DE MALHEUR », ouvrage collectif publié sous la direction de Henry COSTON par Lectures Françaises, 27, rue de l'Abbé-Grégoire, Paris (6^e).

Le 27 avril 1969, les Français, par on ne sait quel réveil soudain d'indépendance et de volonté, décidaient que le vieux général avait suffisamment fait ses mauvaises preuves et le renvoyaient en conséquence à ses méditations paysannes. Mais « Onze ans de malheur » est moins le bilan d'un règne que celui de son début : les valets, les lieutenants et les troupes toujours présents ne nous donnent pas le change. Une fois de plus l'ordre se confond avec le gendarme, les institutions politiques sont tout autant ridiculisées qu'auparavant et l'excitation d'un Debré ou les péroraisons d'un Robert Poujade rappellent trop l'ancien maître pour que la nouvelle étape puisse nous annoncer des lendemains qui chantent.

En mai 1958, la mémoire courte aidant, oubliant les issues sanglantes de son premier passage et persuadés que De Gaulle, comme le vin, s'était bonifié en vieillissant, tous ces poltrons de droite ouvrirent délibérément la porte de leur maison à Tartuffe et n'eurent plus qu'à gémir le jour où il les en chassa. « Leur responsabilité est d'autant plus grande, qu'ils n'avaient aucune confiance dans le Régime gaulliste (tout au moins une partie d'entre eux) et qu'ils ne s'y rallièrent le plus souvent que par opportunisme » et ils sont nombreux ceux qui, plus tard, s'en mordirent les doigts.

Henry Coston et ses collaborateurs évoquent ce que furent ces onze années de gérontocratie. Il y eut bien sûr l'abandon de l'Algérie et le rapprochement avec les pays communistes dans le même temps où nos alliances traditionnelles étaient méprisées ; mais ces onze années voient également la renaissance de ces grands scandales dont la Troisième République et la première satrapie gaulliste étaient si friandes, l'instauration du régime policier et la bonne volonté manifestée en coulisse aux moscoutaires et dont le signe le plus évident fut la tournée publicitaire organisée à travers la France pour le boucher de Budapest.

La
mal
prét
alor
nan
croi
com
le l
ce
caus
des
n'est
idée
les
som

«
men
On y
de
pas
à pe
réflé
trop

« LA
LE

Ce
à cor
étud
prov
autar
de la

Il
lopp
une
de d
tique
ne p
disco
nalis
sa c
Vich
mém
nuell
l'Unl

La conclusion logique de tant de sottise politique fut mai 1968. La reprise en main fut facile sous le couvert d'une prétendue Union Nationale face à la subversion communiste alors qu'elle n'avait été possible que du fait de nos gouvernants. Notre bonne droite bourgeoise, que je commence à croire être vraiment la plus bête d'Europe, tomba à nouveau comme un fruit blet dans ces arguments ressassés, quitte le lendemain à pleurer sa bonne foi encore trompée. Puis ce fut le 27 avril. Un très beau jour en vérité, autant à cause du départ du général-deux-étoiles que du visage crispé des larbins qui nous servaient de ministres. Mais le règne n'est pas fini car ils sont toujours en place, avec les mêmes idées et les mêmes vices politiques, soutenus toujours par les mêmes dupes tout heureux de s'entendre dire que nous sommes sur la bonne voie.

« Onze Ans de Malheur » est un ouvrage très bien documenté, comme d'ailleurs tous les livres de M. Henry Coston. On y apprend les différents retournements de veste, les noms de ceux qui ne se sont reniés que deux fois car ils n'ont pas eu le temps de le faire une troisième. Ce livre nous aide à penser mieux, à penser plus sainement et nous invite à réfléchir sur les conséquences des enthousiasmes politiques trop rapides.

Jean-Paul ROUDEAU.

« LA BRETAGNE DANS LA GUERRE », tome II, par Hervé LE BOTERF, Editions France-Empire, 330 pages.

Ce volume fait suite au premier tome que Hervé Le Boterf a consacré à l'histoire de la Bretagne de 1938 à 1940. L'auteur y étudie les différents problèmes qui se sont posés à cette province orgueilleuse pendant la deuxième année de la guerre, autant ceux des partisans de l'autonomisme breton que ceux de la Résistance.

Il faut bien avouer, si l'on en croit les arguments développés dans cet ouvrage, que le gouvernement de Vichy, par une espèce de jacobinisme exacerbé par l'existence de la ligne de démarcation, a adopté à l'égard de la Bretagne une politique que même les plus fidèles « maréchalistes » bretons ne pouvaient que critiquer. Il est certain que, dans certains discours, l'accent fut souvent donné sur la renaissance régionaliste, chaque région devant trouver dans son histoire et sa civilisation étroite les arguments de son nationalisme. Vichy n'a pas favorisé les autonomismes provinciaux et a même, au contraire, pratiqué une politique de vexation continue, surtout dans cette Bretagne qui n'a jamais digéré l'Union de 1582.

L'année 1941 est favorable à l'explosion des mouvements provinciaux bretons. Les partis de Mordrel et de Debeauvais connurent un succès assez éphémère. Le Parti National Breton (P.N.B.) de Raymond Delaporte eut plus de chance car sa « réussite tenait à la fois de la position que celui-ci avait prise pour combattre ouvertement les maladresses de Vichy et de la solide et méthodique organisation que Raymond Delaporte avait su donner au parti ». Les buts du P.N.B. étaient la restauration de la Bretagne dans son histoire et sa culture ainsi que la sauvegarde de son avenir. Il avait établi à cet effet toute une hiérarchie tant politique que militaire (Yann Goulet) « dépourvue de toute allégeance et de soutien vis-à-vis des troupes allemandes ». Le nationalisme avait en plus à sa disposition une presse influente : « La Bretagne » de Yann Fouéré mena un savant combat de diplomate. Cette période est également celle de l'unification orthographique de la langue et d'une certaine renaissance littéraire.

Mais la Bretagne de 1941 n'est pas seulement celle du P.N.B., des « Bagadou Stourm » ou du roman « Notre Dame des Carmes », elle est aussi la victime injustifiée de la violence voulue et soigneusement étudiée. A la suite de l'assassinat du colonel allemand Hotz « qui bénéficiait d'un préjugé favorable auprès de la population nantaise », la politique des otages connut ses premiers drames avec les fusillés de Châteaubriant et du Bêle. On peut se demander aujourd'hui quels furent les avantages procurés à notre pays par ces attentats anonymes et qui n'eurent pour seule conséquence que l'exécution vengeresse de quelques prisonniers arbitrairement choisis. Le Parti Communiste s'est toujours vanté de ses 75.000 morts. Aurait-il contribué à l'exécution de la moitié pour le bon ordre de ses statistiques macabres que cela ne m'étonnerait pas du tout.

Mais à côté de ces morts, prétextes de vengeance, Henri Honoré D'Estienne d'Orves nous laisse en héritage le plus beau message d'amour et de pardon qui rejoint dans ses accents le pardon que Brasillach adressait lui-même à ses bourreaux : « N'ayez, à cause de moi, de haine pour personne. Chacun a fait son devoir pour sa propre patrie. Apprenez au contraire, à connaître et à comprendre mieux le caractère des peuples voisins de la France ».

Jean-Paul ROUDEAU.

« L'EXODE SUR LES ROUTES DE L'AN 40 », par Nicole OLLIER, aux Editions Robert Laffont, 295 pages.

« L'exode » que nous raconte Nicole Ollier confirme ce que j'ai déjà entendu par des gens qui l'ont « fait » et apporte

des
de
l'an
et l
« vi
L
pen
l'av
les
Lor
dou
tect
et l
résu
nem
Tou
Il
Les
pou
réell
un t
mon
et N
Noro
dema
train
su d
Ma
par
réels
gocio
qui f
de pa
l'arm
entre
« I
mérit
que,

« JES
Rob
« L

Que
détrui

des explications quant à l'origine de ce phénomène. Certains de nos amis ont sans doute connu cette France ambulante de l'an 40, théorie sans fin de familles dissoutes par les bombes et les brouettes, chacun ne marchant qu'avec un goût d'eau de « vie » dans la bouche.

Les lavandières françaises étaient tellement persuadées de pendre leur linge sur la ligne Siegfried que la rapidité de l'avance allemande a effrayé tout le monde. En quelques jours, les départements du nord de la France, de l'Alsace et de la Lorraine se précipitent, par on ne sait quel instinct dû sans doute à l'histoire, vers le sud de la Loire, frontière de protection magique. La Creuse par exemple abrite 304.000 réfugiés et la Dordogne 220.000. On a l'impression que la France se résume en quelques villes hospitalières alors que le gouvernement de la République quitte Paris pour BORDEAUX « via » Tours. L'histoire se répète, mais personne n'en a conscience.

Il faut bien trouver les responsables de cette débandade. Les fuyards épuisés de 1940 ne manquent pas d'arguments pour expliquer la défaite prévisible. La « cinquième colonne », réelle ou résultat d'une sorte de psychose collective, suscite un tel mouvement de méfiance que chacun doute de tout le monde. « Demander un renseignement devient dangereux » et Nicole Ollier nous rapporte le cas de cette institutrice du Nord qui faillit se faire lyncher par la foule pour avoir demandé à un cheminot la direction et l'heure de départ des trains. L'autre responsable tout désigné est l'armée, qui n'a pas su défendre le territoire.

Mais ce qui me surprend dans tous les témoignages recueillis par l'auteur est que très peu mettent en cause les artisans réels de la défaite : les politiciens dont les discours démagogiques, ces mensonges, comme le dira le maréchal Pétain, qui firent tant de mal. Le départ du Massilia ouvrit les yeux de pas mal de gens, mais les pourparlers sur les conditions de l'armistice étaient déjà en cours. Le 25 juin 1940, elle devait entrer « en vigueur sur tous les fronts ».

« L'Exode sur les Routes de l'An 40 » possède le grand mérite de rafraîchir les mémoires surtout que chacun sait que, en France, la mémoire est courte.

Jean-Paul ROUDEAU.

« JESUS OU LE MORTEL SECRET DES TEMPLIERS », par Robert AMBELAIN, Editions Robert Laffont, collections « Les Enigmes de l'Univers ».

Que veut donc prouver Robert Ambelain ou plutôt que veut-il détruire ? Il se lance dans l'exégèse des évangiles canoniques,

dans la confrontation de ces textes avec ceux des témoignages apocryphes ou des écrits de certains Pères de l'Eglise avec une telle sûreté une telle science de l'analyse qu'il est difficile de réfuter ses arguments.

Ainsi, Jésus n'aurait été qu'un agitateur politique rompu à la cabale égyptienne beaucoup plus soucieux de réaliser l'union des états juifs que de prêcher le royaume de Dieu. Ses premiers partisans (les disciples) sont ses frères de sang et quelques-uns de ses parents. Le Joseph des Ecritures n'aurait été qu'une invention du IV^e siècle, visage évanescent et tout de douceur du véritable père, Juda de Gamala, chef de résistance à l'occupation romaine. Nous sommes loin de la Sainte Trinité : la vierge Marie est devenue une matrone imposante et Salomé pleure son amant. La résurrection est expliquée d'une manière habile : Jésus aurait eu un frère jumeau caché depuis longtemps par le clan afin de satisfaire, après la crucifixion, la réalisation des prophéties par le témoignage de ses « apparitions ». C'est une explication assez tirée par les cheveux et Robert Ambelain ne se gêne pas de torturer les textes pour arriver à toutes ses conclusions. Qu'il s'agisse de Jean-Baptiste, de l'ascension de Jésus ou de « ses années obscures », tout est prouvé sans qu'il soit possible d'y revenir !

Cependant incidemment, au cours de cet ouvrage, l'auteur prête au pape Pie XII une définition du socialisme alors qu'elle est de Pie XI et concerne le seul communisme. Je pense que si M. Ambelain fait des erreurs d'une telle importance en se référant à des textes aussi récents, pourquoi ne se tromperait-il pas également dans ses citations de l'Evangile de Gamaliel ou du Protoévangile de Jacques ?

Quant à la fin du titre, elle est justifiée par le dernier chapitre du livre consacré au procès des Templiers et au supplice de Jacques de Molay et de ses fidèles. Le « secret » qui leur fut mortel fut justement d'avoir cru, en leur temps, ce que l'auteur nous rapporte dans son ouvrage. Cependant, il existe une contradiction entre l'examen rationaliste des événements évangéliques auxquels Robert Ambelain se livre et sa croyance superstitieuse en la célèbre malédiction de Jacques de Molay (« Clément, et toi Philippe... je vous assigne tous deux au tribunal de Dieu... »), surtout lorsque l'on a lu son interprétation du discours de Jésus sur la ruine de Jérusalem.

Cependant, malgré toutes les réserves qui peuvent être faites à son sujet, ce livre ne manque pas d'intérêt et mérite d'être lu à plus d'un titre, ne serait-ce que par l'interprétation que peut donner des Evangiles un Grand Maître de plusieurs obédiences maçonniques.

Jean-Paul ROUDEAU.

« **LETTRE OUVERTE A QUELQUES-UNS** sur les secrets honteux du monde des Lettres », par Marie-Madeleine MARTIN, à Diffusion de la Pensée Française, 86 - Chiré-en-Montreuil, 6 F, franco 6,60 F (C.C.P. 2.92071 Bordeaux).

Marie-Madeleine Martin s'attaque violemment aux mœurs actuelles de l'édition et à ceux qui en sont les premiers responsables : les éditeurs, « marchands illettrés et furieusement avides ». Elle s'en prend à forte partie, mais ce non-opportunisme ne date pas d'aujourd'hui. Il fallait déjà une certaine dose d'audace et de courage au jeune auteur qui publia en 1949 le premier ouvrage sur Robert Brasillach depuis son assassinat.

Sa « Lettre ouverte à Quelques-uns » sent le fouet. Elle combat bien sûr les éditeurs mais prévient, dans le même temps, les auteurs et ceux qui les lisent des manœuvres « féodales » de certaines maisons d'édition dans lesquelles le directeur littéraire « peut aussi bien avoir passé sa vie dans l'aviation que dans la cuisine, avant d'échouer dans le poste de grand juge des compétences de l'auteur ! On imagine le dialogue ! »

Je me suis très souvent élevé contre la pauvreté épicière de la République des Lettres depuis 1940 et surtout 1945. Dans la plupart des cas, on a remplacé le talent par l'orthodoxie politique et les derniers imbéciles faisant état de leur fait d'armes démocratique ont vu leurs productions couronnées des lauriers du prix Goncourt et des louanges d'une critique peureuse qui a eu beaucoup à se faire pardonner. Les grands talents ont été éliminés sans vergogne pour être remplacés par des pisse-vinaigre maussades, choisis à la va-vite et s'engouffrant à perdre haleine dans les usines de l'édition.

Disons simplement que les éditeurs font leur métier et souhaitent avant tout, le plus souvent, faire des bénéfices. Le problème n'est pas nouveau et si Marie-Madeleine Martin cite en exemple Doguereau, « l'habile exploitateur du talent des débutants pauvres » que Balzac nous dépeint dans « Les Illusions Perdues », c'est moins pour nous expliquer une nouveauté que pour nous rappeler l'ancienneté de cette rouerie. Car en définitive, l'éditeur est victime de sa vocation de trieur. Sans doute défend-il ses intérêts, parfois même l'art et le bon goût, mais également ses opinions, ses enthousiasmes pas toujours heureux et ses ambitions. Suffit-il que l'un de ses amis, politique ou autre, lui propose un texte, fut-il insipide, pour qu'il accepte d'en assurer l'édition. Je ne comprends que de cette manière certains romans ou études d'une niaiserie ahurissante édités par des gens connus pourtant pour leur discernement mais qui ont seulement misé dans ce cas sur la célébrité de « l'auteur » due à tout autre chose que l'art d'écrire.

L'éditeur n'est donc pas tellement responsable de la misère actuelle du « monde des Lettres ». Le reproche, je l'adresserai aux critiques littéraires qui éduquent le goût du public et, par là même, font pression sur les éditeurs. Si ils avaient travaillé avec un peu plus d'intelligence et surtout dans le respect de ce qu'ils sont censés défendre, les éditeurs auraient bien alors été forcés d'accepter les manuscrits qu'ils refusaient et refuser d'autres qu'ils n'ont achetés que connaissant les habitudes démagogiques et douteuses des critiques d'aujourd'hui. Le marasme vient de là. Que la critique change et les éditeurs suivront !

Jean-Paul ROUDEAU.

« **LES 900 JOURS : le Siège de Léninegrad** », par Harrison SALISBURY, aux Editions Albin Michel, 650 pages.

Le siège de Léninegrad bénéficie de la faveur des amateurs de guerre qui n'y voient souvent que le symbole de la résistance au nazisme. L'héroïsme traditionnel du peuple russe a été utilisé sans vergogne à la gloire du Parti et il était nécessaire qu'un livre intelligent remette chacun à sa place, sans rien oublier ou ajouter, avec le seul souci de raconter ce que fut l'événement. Ce livre est celui de M. Harrison Salisbury qui semble avoir passé plusieurs années de sa vie à rassembler tous les documents et témoignages en vue de débarbouiller ce drame humain des caractères de « victorialisme » démocratiques qu'on lui a collés, de prouver que les souffrances furent autant dues à la bataille qu'aux imprévoyances coupables de Staline.

Hitler songeait depuis longtemps à rompre le pacte de 1939 et plusieurs fonctionnaires soviétiques en avaient le pressentiment. Mais le dictateur n'était pas convaincu par ses informateurs — les combats seront déjà engagés qu'il refusera de croire encore à la réalité — et il livrait toujours à l'Allemagne les cargaisons de marchandises dont elle avait besoin pour mieux le combattre. Le 22 juin 1941, la Wehrmacht pénètre en Russie de la Mer Noire à la Baltique. Pour certains, c'est la marche vers l'ancienne Saint-Petersbourg, souvenir de la puissance impériale.

On aurait pu reprocher à l'auteur d'avoir écrit un livre d'épouvante pour amateurs d'émotions fortes si les preuves n'avaient pas appuyé ses informations. « Au cours de l'hiver 1941-1942, il se creusa plus de 662 fosses communes, sur une longueur totale de 18 km... Kochetov scruta plus attentivement les ténèbres faiblement éclairées. Ce qu'il avait pris pour des stères de bois, c'étaient des cadavres empilés... » Les habitants essayaient de survivre en faisant des prouesses dans l'horreur : les cadavres n'arrivaient dans les cime-

tières qu'amputés d'un bras ou d'une jambe et tel marchand attirait les clients dans son arrière-boutique pour mieux les dépecer. Bref, la faim poussait chacun aux excès les plus impensables. »

Qu'est-il resté de ce siège à part l'appropriation abusive qu'en s'est fait le communisme international? Il est resté les survivants, victimes de l'Affaire de Léninegrad qui « fut exceptionnelle pour deux raisons au moins : d'abord parce que jamais il ne fut fait allusion au complot qui permit l'extermination de tant de hauts fonctionnaires ; ensuite parce que l'on déploya en haut lieu des efforts fantastiques pour détruire les documents historiques se rapportant aux événements de Léninegrad ». Il fut donné mission, après la guerre, à chaque fonctionnaire du régime, de camoufler l'ampleur du désastre pendant que les commissions de « justice » s'employaient à dénoncer ceux qui, pendant 900 jours, avaient rêvé de faire de Léninegrad un point de rencontre entre l'Orient et l'Occident. « On accusa uniquement pour mettre hors d'état de nuire » et Léninegrad retomba rapidement sous le joug moscovite.

Le livre est épais mais se lit d'une seule traite sans que l'ennui nous gagne un seul instant. Que M. Salisbury soit satisfait, sa curiosité et sa patience lui ont fait écrire l'un des meilleurs livres sur le siège de Léninegrad.

Jean-Paul ROUDEAU.

« **PRECIS DE BIOPOLITIQUE** », par Jacques de MAHIEU, Editions Celtiques, 6655, rue Saint-Denis, Montréal (Canada).

La petite étude de « biopolitique » de M. Jacques de Mahieu est fort intéressante, d'autant qu'elle nous explique d'une manière non-passionnelle le racisme et ses réalités contemporaines. Le racisme? L'auteur débarbouille et analyse les opinions populaires qui touchent à cette question et il est certain que les trois grandes familles raciales que personne n'ignore (blanche, jaune et noire) sont inégales quant aux compétences. Si l'on se rapporte à des données communément admises aujourd'hui sur tous les continents, « le fait est que certains ensembles ethniques se montrent incapables de créer une civilisation, voire d'assimiler celle qu'on leur fournit... » « Personne ne discute non plus le fait que les blancs, partout où ils sont apparus, aient constitué un puissant facteur d'ordre et de progrès ». Il est également certain que plusieurs défenseurs de l'égalité des races pourront faire valoir tel brillant romancier africain ou tel prodigieux chimiste ou physicien d'origine asiatique, mais lorsque « nous considérons une race, c'est la communauté qu'elle représente qui nous intéresse, avec son élite et avec

ses imbéciles, mais en tant qu'ensemble organique et non pas comme somme d'individus ».

Mais je suis persuadé que M. Jacques de Mahieu est moins un raciste au sens moderne exploité par la sociologie politique du genre Duverger qu'un disciple de Gobineau qui séparait la race des « Princes » et des Elites et celle des artisans (exécutants). Et je suis d'avis que la partie la plus intéressante de cette étude est celle consacrée à « l'ethnopolitique » et la « génopolitique ». Les termes semblent un peu barbares mais recouvrent une réalité qui est évidente pour ceux qui savent encore observer à la manière d'un Balzac.

Si la base de la théorie est assez discutable, ses conclusions pragmatiques le sont beaucoup moins. Les « Princes » seraient issus, dans le cadre de notre « société » européenne, du métissage entre les chefs aryens et les patriens galloromains. Disons plus sûrement que la classe des dominants est d'origine raciale diverse et l'histoire nous apporte comme preuve que tous les chefs du Moyen-Age n'eurent pas toujours un Germain pour grand-père. Mais là où les explications de Jacques de Mahieu me paraissent intéressantes, c'est lorsqu'il écrit qu'il « existe un type paysan, un type prolétarien, un type bourgeois, un type aristocratique, etc., si différents les uns des autres que certains ont cru ne pouvoir les expliquer que par des origines raciales distinctes » alors que, « de ce point de vue, il est exact de dire que les couches sociales attirent les êtres d'un certain type ». Mais il est aussi exact de dire également que « la fonction attire et, par conséquent, sélectionne les êtres qui possèdent le type correspondant à leurs besoins, mais le type relativement inadéquat s'adapte à la fonction et se modifie sous son influence ».

La théorie, exprimée de cette manière, s'appuie sur des bases historiques solides et il est facile à quiconque veut en éprouver la vérité de se référer aux événements qu'elle supporte ou suscite.

Jean-Paul ROUDEAU.

« INFILTRATIONS ENNEMIES DANS L'EGLISE », par Edith DELAMARE, Léon de PONCINS, G. de COUESSIN, Jacques BORDOIT, Georges VIREBEAU. Diffusion : La Librairie Française. 200 pages.

Ces infiltrations ne datent pas d'aujourd'hui et sont bien antérieures à la publication de « Quanta Cura » et du Syllabus. Le premier souhait de tous les ennemis déclarés de l'Eglise fut d'être à tous les postes clefs de la hiérarchie jusqu'au jour où leur influence étant telle, ils puissent élire pape l'un des leurs. Dès 1844, les francs-maçons définissaient leur but en

prétendant qu'ils devaient arriver « par de petits moyens bien gradués, quoiqu'assez mal définis, au triomphe de la Révolution par un pape ». D'autres se félicitaient déjà qu'une « certaine partie du clergé morde à l'hameçon de (leurs) doctrines avec une facilité merveilleuse ». Quel serait leur contentement s'ils voyaient le spectacle que nous connaissons aujourd'hui, où Dieu paraît bien loin de ses autels !

Les condamnations sont pourtant nombreuses et, de Clément XIII à Pie XII, chacun s'employa à dénoncer les manœuvres pernicieuses qui consistent à introduire dans les Evangiles des idées libérales et démocratiques qui ne concernent en rien la mission divine de l'Eglise. C'est ainsi que nous avons maintenant des catholiques maçons, des catholiques communistes, chacun mélangeant à sa manière les conceptions les plus antinomiques mais toujours au détriment du catholicisme sans adjectif. Cette osmose s'est manifestée avec vigueur pendant le Concile Vatican II, les ennemis ayant réussi à faire admettre en l'espace de 10 ans ce que trois siècles de vigilance théologique et liturgique avaient écarté. Nous assistons, ainsi que le souligne Jacques Bordiot, à des « manifestations d'humanitarisme égocentriste » qui ont amené Paul VI à écrire que « certaines déclarations doctrinales (le) laissent perplexes et appellent une série de réserves ». Mais la machine d'infiltration est bien en place.

Prenons l'exemple de cette affaire du « mariage des prêtres » qui fut, à une date décidée, un « problème » soulevé par une très grande partie de la presse occidentale. Les prêtres (ou tout au moins l'immense majorité d'entre eux) avaient accepté le célibat avec conscience et demeuraient, selon la phrase de Saint Paul, là où la vocation était venue les prendre. Un certain nombre douta alors de ses vœux par la faute de « journalistes-spécialistes-des-questions-religieuses » qui n'avaient pas le centième de leur foi et de leur courage et traitaient la religion comme un moyen d'aboutir à la grande Révolution humanitaire et imbécile.

C'est ainsi que nous sommes témoins de luttes publiques contre l'autorité papale de la part de prélats qui voient dans cette institution le dernier barrage à forcer. Comme le souligne Mme Edith Delamare, « la fameuse interview du cardinal Suenens réclamant le gouvernement collégial de l'Eglise, traduite en six langues par les soins de l'I.D.O.C., a ému l'opinion catholique ».

La défaite de l'hérésie n'est pas pour demain si l'on a sous les yeux l'organigramme de la presse dite catholique qui constitue un instrument de propagande efficace. L'article de Georges Virebeau sur ce sujet est des plus intéressants. La Vie Catholique Illustrée de G. Hourdin contrôle par exemple les publications suivantes : Télérama, les I.C.I., le Centre d'Information Catholique, les Editions du Temps Présent, etc...

Je ne saurais trop conseiller à tous nos amis de lire cet ouvrage qui fera date dans la littérature politique et religieuse.

Jean-Paul ROUDEAU.

EL FATH PARLE, par Gilbert DENOYAN. Editions Albin Michel. 18 F.

L'évolution du conflit palestinien et la montée de Yasser Arafat ne donnent que plus d'actualité à cette enquête menée par Gilbert Denoyan auprès d'El Fath et des autres mouvements de libération palestiniens.

Plus d'un million de Palestiniens chassés de Palestine et 20 ans de domination israélienne. Telle est la situation de fait. Plusieurs organisations ont entrepris de résister à cette occupation souvent impitoyable. La plus puissante : El Fath, qui disposera en 1971 de 20 000 combattants.

Un document essentiel pour comprendre l'imbroglio du Moyen-Orient.

F. E.

LA GAUCHE, ISRAEL ET LES JUIFS, par Jacques HERMONE. Editions de la Table Ronde. 17 F.

Comment peut-on être de gauche et antisémite ? Jacques Hermone consacre 280 pages à nous donner une réponse : la gauche est antisémite parce qu'elle l'a toujours été, de Marx, Fourier, Proudhon à Staline, aux gauchistes et aux Juifs antisémites.

En partant d'une analyse différente et pour une fin radicalement opposée, marxisme et national-socialisme se révèlent unanimes : il faut « émanciper l'humanité du judaïsme » (Marx).

Sionistes et marxistes face à face : ainsi pourrait se résumer ce pamphlet sioniste, qu'on feuillettera avec profit, voire même avec délectation...

F. E.

L'AGONIE DE LA VIEILLE, par Jean CAU. Editions de la Table Ronde.

La vieille, c'est la démocratie. Pour échapper au spectacle de sa décrépitude et de son agonie, Jean Cau part à la recherche de SA jeunesse (ce qui nous vaut des pages d'un lyrisme ardent) et retrouve semble-t-il un second souffle en découvrant les vertus, si décriées naguère, du « fascisme immense et rouge ». La vieille meurt parce qu'elle a tué en elle

le printemps. Si Jean Cau pleure sur sa jeunesse passée, peut-être n'est-ce qu'un juste retour des choses.

Las, il n'y a plus de Congrès de Nuremberg, plus de cathédrales de lumière ni de bannières qui claquent au vent. Sans doute est-ce pour cela que l'auteur s'acharne sur les galopins qui habillent les murs de Nanterre de fleurs pacifistes. Mais qu'il prenne garde, tout de même, à trop en faire, à ne pas tomber dans les excès de la Réaction tant vilipendée.

A lire comme un poème. En attendant que le politique réalise enfin sa vocation de grand pamphlétaire. Ce que nous lui souhaitons.

F. E.

LE TREIZIEME CESAR, par H. de MONTHERLANT, aux Editions Gallimard. 22 F. (« Soleil »).

Une fois n'est pas coutume : H. de Montherlant prend position. Après avoir consacré les deux tiers de ce petit volume à recopier diverses réflexions sur le suicide, Sénèque, etc., notre académicien part en guerre contre ce qu'il appelle le « Treizième César ».

Non point certain Carolus Gaullius, mais la Bête apocalyptique qui préside à la grande décadence de notre société et de notre civilisation. Selon les tendances, chacun verra derrière cette Bête ce qu'il veut : la Plèbe, la Démocratie, le Judaïsme tentaculaire, le Marxisme pourrisseur.

Montherlant est bien trop prudent pour préciser autrement sa pensée...

F. E.

LA NAISSANCE DES MERCENAIRES, par Albert MERGLEN. Editions Arthaud.

Disons tout de suite que ce livre ne traite nullement des mercenaires malgré un titre faussement prometteur. Il s'agit simplement de notes prises par un ancien d'Indochine sur les opérations auxquelles il a participé. Notes relativement maigres, noyées dans un certain nombre de répétitions sur le réarmement allemand, sur les dessous financiers de la politique de la IV^e République, sur la défaite inéluctable de la France en Asie. Notes d'un officier qui part battu d'avance et qui, se découvrant fonctionnaire ayant prêté serment de fidélité à l'Etat, croit représenter une préfiguration du Mercenariat moderne. Ce qui n'a que peu de rapport avec les équipées du Congo, du Yemen, du Biafra ou des Caraïbes, autrement plus épicées.

F. E.

La Chronique des Arts

L'EXPRESSIONNISME EUROPEEN

Au Musée National d'Art Moderne

L'instinct est dix fois plus que la connaissance.

Emil NOLDE.

Toute réalité est pour moi un symbole.

Vincent VAN GOGH.

Succédant à celle, présentée en 1966, du « **Fauvisme français et les débuts de l'Expressionnisme allemand** », après avoir, comme elle, figuré à la **Haus der Kunst** de Munich, une Exposition de **L'Expressionnisme européen** vient de s'ouvrir au Musée National d'Art Moderne. Aussi remarquable que la précédente, par le choix des œuvres, par la clarté de la présentation, très supérieure, il faut bien le dire, muséographiquement à l'actuelle **Rétrospective Matisse**, sur laquelle elle projette, incidemment, de singulières clartés, cette exposition réclame toute notre attention. Dans le cycle des expositions organisées par le Musée de l'avenue du Président-Wilson, appuyées, complétées par celles qui se succèdent au Musée National de l'Orangerie, elle vient à sa place, à son heure, permettant à tous les amateurs de peinture, et au public informé de se faire une juste idée du panorama de la Peinture moderne. Une fois encore, je tiens à rendre hommage aux organisateurs, aux membres des comités chargés d'en assurer la préparation, la mise en place, avec l'établissement d'excellents catalogues qui les accompagnent, les éclairent, constituant la plus précise et la meilleure des documentations : pour la présente, MM. Jean Leymarie, Michel Hogg en sa partie française, M. Paul Vogt et M^{me} Ingrid Krauss en sa partie allemande et néerlandaise.

A beaucoup ces manifestations, consacrées à l'Expressionnisme, auront apporté maintes révélations, celles d'œuvres et d'artistes peu connus, voire inconnus du public français, qui n'est guère familiarisé avec l'art d'Outre-Rhin et qui, voyageant peu en Europe, n'en connaît pas les musées, encore moins les rassemblements occasionnels d'œuvres d'art. Et à s'en tenir à cette période, qui va pratiquement de 1910 à 1920, faisant suite à la première, 1900 à 1910, combien ignoraient les œuvres fauves d'un Kupka, cet artiste d'origine tchèque, si remarquablement doué sur lequel se sont refermées, un jour, les portes de l'Abstraction, d'un Feininger, d'un Javlensky, d'un Kirchner, d'un Auguste Macke, d'un Franz Marc, cet admirable artiste chargé de promesses qui devait mourir à Verdun en 1916, d'un Emil Nolde, d'un Max Pechstein, d'un Christian Rohlf, d'un Schmidt-Rottluff, sans omettre des peintres français qui leur sont plus familiers mais dont nombre d'œuvres leur échappent, tel Henri Matisse, représenté ici par quatre peintures qu'on eût aimé voir dans les galeries du Grand Palais, sur les cimaises desquelles coexistent le meilleur et le pire en une assez incohérente présentation. C'est une exposition qu'il faut voir et revoir, aussi bien dans sa partie picturale que dans sa section graphique — un ensemble assez rare d'estampes, lithographies et xylogravures, extrêmement significatif, sans la connaissance duquel il est impossible de se faire une idée valable de ce mouvement expressionniste germanique, de ses acheminements et de ses développements (1).

Reste sinon à définir du moins à éclairer la nature et la signification de ce mouvement expressionniste, assez étroitement lié dans ses déterminants à ce qu'il est convenu d'appeler le fauvisme, lequel, à dire vrai, n'en est qu'un des aspects, d'ordre surtout technique et chromatique. Cet expressionnisme paraît bien avoir été d'essence germanique, se reliant à une longue tradition qui informe toutes les modalités du génie graphique et plastique des peuples d'Outre-Rhin et

(1) Je me permets de faire référence à deux comptes rendus et commentaires se rapportant à deux précédentes expositions : celle du *Fauvisme français*, à la Galerie Charpentier en 1961, celle du *Blaue Reiter*, organisée par la Galerie Maeght en 1963 — le premier dans le n° de mai 1962 de « *Défense de l'Occident* », le second dans le n° de janvier 1963 de la revue « *Accent Grave* ».

d'Europe centrale, chez lesquels l'esprit baroque a pris naissance et chez lesquels il a trouvé ses formes les plus originales, les plus véhémentes, outrepassant ses frontières naturelles et débordant sur les pays méditerranéens : l'Italie d'abord, ensuite la France et la péninsule ibérique où il eut de si vivants et singuliers rejets.

Pour le caractériser, le mieux est de procéder par voie d'antithèse en l'opposant au réalisme, classique puis académique, comme expression du sentiment face aux constats de la raison objective, du mouvement au regard du statique. Et à s'en tenir à la manifestation moderne la plus authentique de ce réalisme, latin et méditerranéen, contre lequel il s'est inscrit en réaction directe, le mouvement impressionniste, il est encore plus facile d'en dégager l'originalité et les tendances. Il est assez remarquable que ce mouvement expressionniste, amorcé et développé durant la première décennie de ce siècle, l'ait fait à partir des œuvres du groupe de Pont-Aven, de ces peintres synthétistes et symbolistes, en réaction déjà si nette contre un impressionnisme décadent, engagé sur les voies d'un nouvel académisme et que les tentatives de systématisation de la facture et d'organisation du tableau au-delà de la pure transcription des données sensorielles de la représentation n'avaient pas réussi à racheter, l'entraînant en une impasse où, en dépit du génie de Seurat et du talent de ses adeptes, on ne voit pas très bien sur quelles voies possibles un tel esprit de système pouvait conduire la peinture.

Le terme même d'expressionnisme, dont l'origine est assez obscure, probablement allemande comme les tendances qu'il prétend synthétiser emporte avec lui sa signification pragmatique et historique. Il marque ce retour en force de l'Esprit en ce qu'il a de plus subjectif contre une volonté réfléchie d'objectivation de la pensée, d'expression d'un univers sensible, mais exclusive de toute participation affective, un univers platonicien, celui des concepts substitué à celui des réalités vivantes et transitoires, ce monde de l'essence opposé à celui de l'existence. En cet affrontement esthétique se retrouve en se renouvelant une très ancienne querelle, dont les postulats et les arguments alimentèrent un débat qui dure depuis qu'il y a des hommes et qui pensent.

Ce sont des penseurs germaniques qui introduisirent dans

la métaphysique moderne ces distinctions catégoriques, fondamentales, à partir desquelles allaient s'amorcer les divers courants de la pensée occidentale, isolant le monde des noumènes et celui des phénomènes, assignant des limites considérées comme infranchissables entre celui des apparences, le seul sur lequel l'homme ait quelque prise et puisse exercer ses facultés d'analyse, et celui des réalités immanentes, proprement inconnaissables et aux portes duquel se heurte vainement le physicien comme le biologiste, le psychologue comme le sociologue. La démarche de l'esthéticien et de l'artiste allait devoir se cantonner dans ces mêmes limites, après s'être efforcée aux mêmes approches, tout en essayant de les forcer par la voie analogique — *ad invisibilia per visibilia* —. Là est le conflit, là est aussi l'énigme et qui ne comporte aucune solution rationnelle. A partir de quelles données formelles, de quels acheminements esthétiques les expressionnistes prétendirent-ils la résoudre ? C'est ce que tente d'expliquer Paul Vogt, en un excellent avant-propos. C'est aussi le thème sous-jacent qui confère à cette exposition tout son sens.

MAURICE DENIS

à l'Orangerie des Tuileries

C'est une exposition qui me plaît à bien des titres. En ses préalables d'abord. L'année 1970 était celle d'un double anniversaire : celui de la naissance d'Henri Matisse, celui de la naissance de Maurice Denis. A s'en tenir à la publicité faite à la Rétrospective qui célèbre le premier, aux patronages flatteurs dont elle se recommande, à l'importance qui lui est donnée dans les Galeries du Grand Palais et de la Bibliothèque Nationale, à la présentation infiniment plus discrète accordée au second, on devine tout de suite que les autorités officielles n'ont donné leur accord pour le second que du bout des lèvres, et sans l'initiative de la Direction des Musées Nationaux, qu'on ne peut que féliciter, je pense qu'on aurait en haut lieu volontiers escamoté ce Centenaire comme l'on y a déjà traité par préférence le Cinquantenaire de Renoir en 1969. Il est à ma satisfaction d'autres raisons, secondes celles-ci et que je ne

dissimulerai pas bien qu'elles soient d'ordre personnel. Maurice Denis, qui à ses talents de peintre, de décorateur, d'illustrateur joignit ceux de l'écrivain, de l'esthéticien, du critique averti ayant su parfaitement discerner et glorifier les gloires les plus authentiques de la Peinture française à son époque, Maurice Denis fut pour moi, comme il le fut sans doute pour bien d'autres jeunes amateurs de ma génération, un initiateur.

Une telle rétrospective, organisée cependant sinon avec l'éclat du moins avec le soin qu'elle méritait, s'offre à la fois comme un hommage et comme une épreuve. Il se pourrait que cet hommage rendu à un artiste dont l'importance et le rôle dans son époque ne sauraient être sous-estimés, n'ait pas pour justification la valeur et l'importance même de son œuvre. Avec le recul du temps, la confrontation inévitable proposée par tant de manifestations actuelles ou récentes, notamment la Rétrospective Henri Matisse et la si remarquable exposition consacrée à l'Expressionnisme Européen, il est permis d'avoir sur l'Œuvre de Maurice Denis, si ample, si diverse, un point de vue juste dans cette lumière froide du musée. Ainsi n'étais-je pas sans quelque inquiétude quand je franchissais le seuil de l'Orangerie. N'allais-je pas éprouver une déception, comme lorsqu'on retrouve après de longues années la svelte jeune fille, qui avait enchanté vos regards d'adolescent et que l'on revoit, la taille alourdie, le teint couperosé, au bras d'un vieux et suffisant mari ?

Eh bien ! non. En toute et sereine objectivité, l'illustrateur des *Fioretti*, le peintre de la Chapelle Sainte-Croix du Vésinet, le décorateur du Théâtre des Champs-Élysées avait subi avec succès cette redoutable épreuve d'un quart de siècle, purgatoire des écrivains et des artistes et qui n'a généralement que deux issues, celui qui les conduit à un oubli progressif et bientôt définitif, celui de l'accession au paradis de l'art, tels qu'en eux-mêmes, enfin, l'éternité les change. Maurice Denis a pris sa place sur les cimaises et dans nos souvenirs et cette place, il la gardera. Elle n'est ni une des premières, ni une des moindres. Elle n'est pas celle d'un grand créateur. Elle n'est pas celle, non plus, d'un petit maître discret au parfum délicat mais tenace. Elle est celle d'un des meilleurs et des plus nobles artistes de sa génération, d'un représentant de cette phalange symboliste, qui après avoir animé le groupe des Nabis, pour

lesquels Paul Gauguin servit de guidon, chacun assurant sa propre voie, a transmis le flambeau aux générations suivantes. Maurice Denis en sort pas diminué de cette sévère épreuve, je pense même qu'il en sort grandi, sans qu'il soit besoin de faire jouer en sa faveur le préjugé du pire, par ce jeu des contrastes, des ombres et des lumières, qui au prix de tant de réputations usurpées risque de gauchir notre jugement prenant le valable pour le meilleur.

**

Né incidemment à Granville durant la guerre de 1870, ce jeune bourgeois d'Ile-de-France, tout en faisant d'excellentes études secondaires au Lycée Condorcet, manifeste très tôt avec d'évidentes aptitudes pour le dessin, son goût pour l'art. Le Louvre sera sa grande initiation et toute sa vie, vie qui fut exceptionnellement appliquée et laborieuse, il poursuivra parallèlement les travaux du dessinateur et du peintre, l'étude des maîtres anciens au cours de ses voyages à l'étranger, en Italie, sa terre d'élection, dans les Flandres, les Pays-Bas, en Allemagne, en Espagne et jusqu'en Russie, séjournant à Moscou en 1909 en compagnie de Marthe, sa première femme. Après l'Académie Julian, où il fera la connaissance de Sérusier, il entre à l'École des Beaux-Arts, dans l'Atelier de Jules Lefebvre et de Lucien Doucet. Séjour à Pont-Aven en 1888, il s'agrège au groupe Nabi qui vient de se constituer, en compagnie de Bonnard, d'Ibels, de Ranson, puis de Roussel et de Vuillard (une belle et intelligente rétrospective, au sous-sol de l'Orangerie, nous restitue ce contexte originel). Puis ce sera la rencontre avec Redon, l'impression profonde ressentie à l'Exposition des œuvres de Gauguin au Café Volpini en 1889, les réunions hebdomadaires du groupe dans l'Atelier de Ranson, l'Atelier de Montmartre partagé avec Bonnard, Vuillard et Lugué Poé, la liaison avec les musiciens Chausson, Vincent d'Indy, Debussy, la rencontre de Paul Valéry et d'André Gide, les premiers articles donnés à *Art et Critique*, le programme pour la représentation de *Pelléas*, les premières illustrations, la participation au Salon des Indépendants. Dès lors, l'artiste aussi précoce que son camarade Emile Bernard — il venait à peine d'avoir vingt ans — ce sera la poursuite d'une longue et belle carrière d'un demi-siècle, qu'interrompra le stupide et

fatal accident de voiture du boulevard Saint-Michel, le 13 novembre 1943.

Mêlé très étroitement à tous le mouvement artistique parisien durant ces cinquante années, lesquelles verront s'épanouir la période la plus féconde de l'art français contemporain, la rencontre avec Cézanne en 1906, au cours d'un voyage en Provence en compagnie de Roussel, prend pour Maurice Denis une signification particulière ; elle lui sera occasion de peindre cette précieuse petite toile « Visite à Cézanne », de la Coll. J.-F. Denis. En 1900, le fervent admirateur du maître d'Aix, auquel il consacra des pages de l'exégèse la plus lucide, lui avait déjà dédié cet « Hommage », exposé à la Société Nationale des Beaux-Arts et à La Libre Esthétique de Bruxelles, tableau acquis par André Gide, qui en fit don, en 1928, au Musée du Luxembourg d'où il passa au Musée d'Art Moderne.

Restaurateur de l'art sacré, catholique fervent et s'affirmant comme tel, Maurice Denis fonde avec Georges Desvillères **Les Ateliers d'Art Sacré**, peintre de la femme et de l'enfant sur le thème presque constamment poursuivi de ces **Maternités**, où se conjuguent harmonieusement des données réalistes et familières avec le souvenir des anciens maîtres pré-raphaéliques, pour lesquels il a une prédilection, illustrateur des plus originaux et des plus féconds, auquel les bibliophiles doivent quelques-uns des grands illustrés modernes (« **Sagasse** » de Paul Verlaine, « **L'Imitation de Jésus-Christ** » éditée par Ambroise Vollard, « **La Vita Nova** » de Dante, dans la traduction d'Henry Cochi, « **Les Fioretti** » de Saint-François, dans la traduction d'André Pératé, « **La Mort de Venise** » de Maurice Barrès, « **L'Annonce faite à Marie** » de Claudel), auteur de maquettes de décors de théâtre, de nombreuses décorations intérieures, pour des églises et chapelles, pour le Théâtre des Champs-Élysées, l'œuvre de Maurice Denis, foisonnante, variée est cependant une des plus homogènes qui soit. L'excellente chronologie au catalogue, due à la collaboratrice d'Hélène Adhémar, Anne Dayez, permet d'en suivre l'élaboration dans ses rapports avec les événements contemporains, à travers les circonstances qui l'ont déterminée.

Cette œuvre, une visite prolongée, attentive de l'Exposition de l'Orangerie permet d'en apprécier l'originalité, l'unité et la constante rigueur dans les moyens. Je ne saurais assez vive-

ment y engager mes lecteurs. Elle les rassurera sur l'état de santé d'un art, qui avec de pareils répondants en un passé si proche et en dépit de quelques maladies infectieuses toutes transitoires, offrent encore de belles promesses d'avenir. Le plafond de Maurice Denis au Théâtre des Champs-Élysées, c'est tout de même autre chose que celui de Marc Chagall à l'Opéra, avec l'incontestable mérite d'y être parfaitement à sa place. Quand le Ministère des Affaires Culturelles se décidera-t-il à effacer cet énorme contre-sens, au Palais Garnier, en y faisant déposer ce décor de fête foraine ?

LES CLOUET ET LA COUR DES ROIS DE FRANCE

On ne peut faire aux expositions, la plupart si remarquables, organisées par les divers départements de la Bibliothèque Nationale qu'un beau reproche : elles sont souvent sinon trop parfaites — notion extrêmement relative s'appliquant à la forme mais d'abord à l'esprit — mais trop systématique et parfois pléthorique. Disposant de galeries aux surfaces restreintes, la Galerie Mazarine et la Galerie Mansart, s'y accumulent parfois trop de ces documents, dont la doyenne de nos grands dépôts de livres, d'estampes, d'objets d'art est si riche. Les archivistes ont le défaut en leur conscience professionnelle de vouloir trop montrer en prétendant tout démontrer, oubliant cet axiome, qui a valeur esthétique encore plus que juridique, qu'à vouloir trop prouver on ne prouve rien. Cela dit (1), cédant au tic de nos speakerines et speakers à la télévision, je m'empresse de rendre hommage au commissaire général de la présente « Exposition Clouet et la Cour des Rois de France », Jean Adhémar, auquel le public parisien doit de revoir, après bientôt soixante-dix ans, une partie de ce fonds extraordinaire que constituent les portraits dessinés à la Cour des Valois : 569 documents conservés en cartons ou recueils, qui joints

(1) Succédanée sans doute du « c'est à dire », qui appartient à la phraséologie de la Cinquième République, et qu'affectionnent son Président, ses Ministres jusqu'au plus modeste de ses sous-secrétaires d'État. Messieurs, si c'est à dire, dites-le mais sans nous infliger à satiété cette locution, dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle est expletive. Outre les innombrables solécismes, qui fleurissent en permanence sur toutes les antennes — ces « espèces de... » qui changent de genre comme de complément, ces « partir à... » — il y a, ainsi, de soudaines et torrentueuses épidémies terminologiques, dont la plupart tendent à devenir chroniques : de la conjoncture à la participation, du problème à l'opération... du culturel au formidable...

aux 363 du Musée Condé à Chantilly, sont un répertoire probablement unique au monde, un album de famille qu'aucun pays ne possède en ses archives nationales. Son catalogue est un chef-d'œuvre d'érudition objective et méthodique. Et si on le lit attentivement, ce que j'ai fait, il explique et justifie la présentation de 150 de ces portraits, sélectionnés, présentés en un contexte d'objets d'art, évocateurs — bijoux, armes et armures, médaillons, sculptures et tapisseries — qui plante le décor et fait en quelque sorte se mouvoir dans leur cadre familial ces personnages, princes, seigneurs, artistes, poètes et écrivains, qui animaient cette Cour, probablement la plus raffinée de toute notre histoire.

Il eut fallu sans doute joindre aux cartels de référence, épinglés sous chaque cadre ce point d'ironie que le cher Alcanter de Brame regrettait de ne pas voir figurer dans l'arsenal typographique. De quoi s'agit-il ? D'un répertoire de portraits documentaires, dont l'authenticité et la qualité peuvent être discutables, ou d'un rassemblement d'œuvres d'art exemplaires, et pour moi les œuvres d'art doivent toujours être exemplaires. J'en ai fait soigneusement le tour, enfonçant au creux de mes oreilles les boules **Quies**, destinées à m'affranchir du bruit insistant de climatiseurs, qui comme tous les climatiseurs fonctionnent mal, là et ailleurs, j'entends qui tempèrent peu l'atmosphère et produisent surtout des décibels inutiles et obsédants. Tout compte fait, sur les 150 dessins exposés, j'en ai trouvé à peine une vingtaine qui m'aient paru d'incontestables originaux, exécutés d'après nature (l'admirable portrait de M. de Gast, l'autoportrait du peintre Georges Boba, celui du peintre Antoine Caron, de la sensible Marie Touchet, de Sully...). Et cela, à défaut de le dire, il eut convenu de le montrer, rompant l'ordre chronologique, organisant une exposition dans l'Exposition. Cette observation est valable pour la plupart, disons mieux la totalité des expositions qui se veulent des expositions d'art, la seule justification de l'art étant la notion de qualité qu'il implique. Si le public doit être édifié, éduqué, il doit toujours l'être par le haut, la documentation, l'information venant en seconde ligne et à sa juste place. Ces réserves faites, allez à la Bibliothèque Nationale, vous ne perdrez ni votre temps, ni votre peine.

F.-H. LEM.

La commémoration du quatrième centenaire de la bataille de Lépante (1571-1971)

1) *Historique d'une initiative.*

C'est le 1^{er} mars 1968 qu'un éditorial du journal de langue française, *La Presse*, paraissant à Lisbonne, annonçait la fondation d'un « Comité international d'initiative » en vue de la commémoration du quatrième centenaire de la victoire de Lépante, remportée par la flotte de Juan d'Autriche sur les Ottomans, considérés alors, à juste titre, comme les ennemis irréductibles de l'Occident européen. Encouragements et félicitations affluèrent aussitôt : ceux du regretté Amiral de Penfentenyo, l'admirable animateur de « *Rénovation de l'Ordre Chrétien* », ceux de Mgr Ducaud-Bourget, Chapelain Conventuel de l'Ordre de Malte ; de M. Guy de Georges de Lédenon, honoré par S.S. Pie XII de la Croix de Chevalier Pontifical ; ceux aussi de Jacques Ploncard d'Assac, fondateur de cette « *Société de Philosophie Politique* » dont l'audience est déjà considérable, d'Eugène Rouvellou qui professa jadis à l'Institut d'Action Française et, dans le même temps, rédigea l'un des premiers Manifestes pour une pensée internationale contre-révolutionnaire fondée sur les leçons de l'histoire contemporaine ; du Baron Armand de Montesquieu qui, de longue date, se penche avec sagacité sur les grands problèmes de politique étrangère, de Saint-Paulien qui poursuit, à Madrid, une œuvre de haute portée, de François de Romainville, fondateur de l'Internationale de la Liberté, de M. Aldo Calandra, directeur à Rome de cette Revue « *Storia e Nobiltà* » dont le titre est tout un programme, de Maurice Bardèche, directeur de « *Dé-*

fense de l'Occident », du Professeur Jean-Pierre Lassalle, (Toulouse), dont un beau recueil de poèmes se clôture précisément par une évocation émouvante de la bataille de Lépante. Rappelons enfin le nom du Comte Alexandre d'Aste dont la perte récente a été si cruellement ressentie; l'un de ses ancêtres, Marcello d'Aste, commandait, à Lépante, un contingent de dix galères génoises.

Le 8 octobre 1968, le service de Requiem préconisé par Saint Pie V pour le repos des âmes des héros chrétiens tombés à Lépante était célébré, à Paris, en la Basilique Notre-Dame-des-Victoires. L'année suivante, il était annoncé dans l'« Aurore » et dans le « Monde »; ce journal lui consacrait un compte rendu. D'autres messes étaient pareillement dites en province, aux intentions des morts de toutes les Croisades; ainsi, se trouvait réaffirmée, dans son plein esprit, une tradition tombée en désuétude et dans la mesure même où le culte de Notre-Dame de la Victoire, instauré par le grand Pape s'était élargi en celui de Notre-Dame-des-Victoires.

La revue « Défense de l'Occident » a publié dans son numéro de novembre de l'année 1969 un long article sous notre signature : « l'Occident et la bataille de Lépante ». De son côté, « Exil et Liberté » devait, faute de place échelonner sur trois numéros une magistrale étude de Mgr Ducaud-Bourget mettant en pleine lumière l'immense service rendu à la Chrétienté, menacée d'être submergée par l'Islam, par l'éclatante victoire de Juan d'Autriche et de ses compagnons. Disons encore qu'Eugène Rouvellou s'est attaché à la mise au point d'un travail d'ensemble sur « Lépante et l'esprit de Croisade » qui paraîtra l'an prochain; toute une éthique y sera définie à laquelle d'aucuns ont déjà proposé de donner le nom de « Lépan-tisme ».

II) *Un programme d'imperturbable maintenance.*

Il n'est point douteux qu'en d'autres temps le projet d'une telle commémoration eût suscité l'approbation chaleureusement active d'une « Hiérarchie Ecclésiaste » qui n'avait pas encore désavoué l'esprit générateur des Croisades prêchées par tant de Pontifes et de Saints. Il

semble bien que, de nos jours il ne sera accueilli, dans l'hypothèse la plus favorable, qu'avec une indifférence appuyée; peut-il en être autrement à l'heure où une ambition de syncrétisme interculturel l'emporte sur le souci même de l'œcuménisme ?

Aussi bien, entendons-nous nous placer et placer notre initiative sur deux plans : le culturel et le spirituel, en les associant loyalement l'un à l'autre. S'il a le cœur bien-né, l'agnostique doit se trouver pleinement à l'aise, de la sorte, pour évoquer avec gratitude aux côtés du catholique traditionnaliste, un événement majeur de l'Histoire de nos Pères, faute duquel les cathédrales de l'Occident eussent été, à l'instar de Sainte-Sophie, profanées et transformées en mosquées par l'Islam conquérant. Les deux batailles de Poitiers (507 et 751) qui furent essentiellement théologiques, ainsi que le démontrait, dans une lettre trop peu connue, le capitaine Octave de Sampigny, glorieusement tombé en 1915, ne sont-elles pas entrées, en plein vol, dans l'histoire tout court, sans rien perdre de l'envergure de leurs ailes et de leur vocation première ? Qu'il en soit ainsi de Lépante !

Mais ici, toute Maintenance postule Permanence. C'est pourquoi le Service d'actions de grâces devra être célébré chaque année en la basilique Notre-Dame-des-Victoires, le 7 octobre, anniversaire de Lépante. Le service de Requiem devra l'être le lendemain, fête de Sainte-Brigitte, dans l'extension que nous avons dite, ceci conformément aux prescriptions de la Bulle de Saint Pie V. Il est à souhaiter que des services identiques soient célébrés dans les mêmes intentions de part toute la chrétienté. Une insigne tradition sera ainsi renouée ; elle ne manquera pas d'être suivie par de nombreuses assistances de fidèles enthousiastes et recueillis. Un grand pas sera alors accompli dans la voie de la reconquête des esprits présentement oublieux ou égarés.

III) *Le prix de Lépante.*

Une association déclarée doit être fondée le 7 octobre 1971. Elle s'intitulera soit « *Mémorial de Lépante* »,

soit « Fraternité de Notre-Dame de Lépante ». Elle aura pour but :

1° L'organisation des services religieux précités.

2° L'attribution, le 5 mai, fête de Saint Pie V, d'un prix littéraire, dit « Prix de Lépante ». Cette récompense sera attribuée à un ouvrage ou à une œuvre d'ensemble jugés capables d'apporter une aide efficace à la Défense et à l'Illustration des idéaux traditionnels de l'Occident chrétien.

L'Association comprendra : outre des membres adhérents en nombre limité, des « Membres Mainteneurs », dont les souscriptions assureront annuellement la trésorerie dudit Prix ; ils auront droit de présentation d'un candidat de leur choix. Le Jury du « Prix de Lépante » sera composé des Membres Fondateurs et, en nombre égal, de Membres Mainteneurs, tirés au sort.

Le Prix serait décerné, un an sur deux, à une œuvre écrite dans une autre langue que le français. Si cela paraissait nécessaire, une partie du montant du Prix pourrait être affecté aux frais de traduction de l'ouvrage couronné.

Il est permis d'espérer que le nombre et la générosité des membres mainteneurs permettra de donner à la récompense un double caractère : rétribution libérale d'un travail original et distinction honorifique ouvrant au lauréat les portes de la grande notoriété. Le temps fera son œuvre ; l'attribution régulière du Prix à des œuvres de haute qualité apportera un précieux et nécessaire concours à toute une famille spirituelle qui est vouée, depuis un quart de siècle et peut-être plus encore, à l'obscurité, au dédain, sinon au mépris, par les différentes catégories d'imposteurs qui, se partageant le prestige et l'autorité, réservent leurs faveurs à leurs seuls disciples ou valets de presse et de plume. Ni le prix Goncourt, ni le prix Nobel ne contreviennent à cette règle d'or établie, une fois pour toutes, par les prétendues élites du monde nouveau, engagées au service d'une Subversion qui, même lorsqu'elle se refuse à le dire, ne parvient plus à cacher son nom.

Il va de soi que ce sera dans un dessein exactement contraire que le Prix de Lépante sera décerné ; en dehors de toute considération de camaraderie ou de népotisme inavoué. Ses Grands Electeurs échapperont à tout préjugé, qu'il soit national ou social, religieux ou laïque. On peut faire confiance à leur objectivité, en raison même du but qu'ils se sont assigné. Il semble bien qu'un tel programme, imperturbablement poursuivi, vaincra la conspiration du silence et triomphera de tous les ostracismes prévisibles.

IV) *Objectifs complémentaires envisagés à l'occasion du 7 octobre 1971.*

Les objectifs permanents que nous venons de définir sont, en l'espèce suffisants autant qu'accessibles ; cela ne signifie, en aucune façon, qu'ils soient énoncés limitativement. Les objectifs complémentaires envisagés dans notre article de « Défense de l'Occident », en novembre 1969, ne seront pas abandonnés. Rappelons qu'il s'agit de :

A) La frappe d'une médaille commémorative à l'effigie de don Juan d'Autriche.

B) L'émission d'un timbre commémoratif, édité éventuellement à Monaco, à Saint-Marin ou dans la principauté de Lichtenstein.

C) Un pèlerinage à Rome en l'Eglise de Saint-André où fut inhumé Saint Pie V, dont les reliques devaient être transportées dans sa ville natale, lors de sa canonisation.

Des contacts ont été pris d'ores et déjà, ici et là, à l'effet de les réaliser au fur et à mesure des possibilités de mise en œuvre. Peu importe qu'ils soient portés au compte d'initiatives étrangères aux nôtres. Bien au contraire. Pour nous, les résultats seuls ont une valeur, quels que puissent en être les artisans.

Pour le Comité Provisoire d'Initiative :

ARMAND BERNARDINI-SJÆSTEDT, Président.

Le Secrétaire Général du Comité Provisoire est :

Eugène Rouvellou, 30, rue Barbès à Bellac (87).

ARMAND BERNARDINI

Un demi-siècle de lutte pour l'Occident

Je ne suis pas sûr qu'Armand Bernardini-Sjøestedt, qui vient de publier un beau recueil de quarante-neuf sonnets, sous le titre *Le grand Septenaire*, ne soit pas considéré comme un écrivain suspect, probablement dangereux. S'exprimer en vers bien frappés, symbolistes et symboliques, en 1970, constitue en effet pour le plus grand nombre une provocation inouïe. Un Claude Lorrain, exposé au milieu de Picassos ou de Chagalls, ne paraîtrait pas plus scandaleux, d'autant que l'auteur nous prévient :

« La parution de ces 686 alexandrins a uniquement, à nos yeux, la valeur d'une maintenance ».

Qu'est-ce qui doit être maintenu ? Tout ce qui différencie l'homme civilisé du barbare, triomphant depuis un quart de siècle.

Depuis cinquante ans et plus, Bernardini combat pour maintenir cette civilisation occidentale, européenne, sans laquelle le monde ne serait rien, et menace de n'être rien.

Issu d'une ancienne lignée militaire suédoise, qui remonte par Thomas Pole (ministre des Affaires Etrangères de Charles XII et dernier des Pole-Plantagenets) aux comtes de Warwick et de Salisbury, Bernardini descend, par sa mère, d'une branche des Cortinchi, issue des vieux marquis souverains de Toscane. Nous voici en présence de quartiers de noblesse qui ne datent pas de l'avènement de Charles le Mauvais ou de Lipschitz-Louvois. Nous dirons que Bernardini est d'abord un aristocrate, en don-

nant aussi à ce mot le sens qu'il avait pendant la Révolution, et un catholique de tradition militante.

— Mon père était protestant, ma mère ne pratiquait pas, me dit-il un jour. Ils me laissèrent libre de décider en connaissance de cause et de choisir entre la religion Catholique et la Réformée. Je choisis la première, ayant conclu qu'étant français je devais appartenir à la religion nationale. Son père Erik Sjøestedt en qui Maurice Barrès saluait un « défenseur de la France » fut promu en 1918 Commandeur de la Légion d'Honneur pour « services éminents rendus à la cause de la France et de ses alliés ». Lui-même, né en France de mère française et volontaire des deux guerres est Français de naissance.

A dix-huit ans, Barrès, Maurras, devinrent les modèles de Bernardini qui fonda, étant élève de philosophie à Janson de Sailly, *Le Nouveau Mercure*, ceci avec la chaleureuse approbation de Mgr Jouin, alors la personnalité en flèche de l'« Intégrisme ». La publication de cette revue fut interrompue par la première guerre mondiale.

Bernardini qui eut pu revendiquer la nationalité paternelle s'engagea alors dans l'infanterie, l'arme la plus modeste, mais non la moins héroïque, d'une armée dont la gloire n'avait pas encore été ternie par les funestes exploits de prétendus soldats qui ne remportèrent de victoires que sur leurs compatriotes. Commentant les sept sonnets du *Grand Septenaire* consacrés à la Grande Guerre, Bernardini écrit :

« Cette génération, dont l'holocauste devait priver la France, dans les aveuglements de l'entre-deux guerres, du meilleur et sa substance, avait grandi dans la prémonition de sa destinée sacrificielle ».

Et il cite les noms de ses camarades du *Nouveau Mercure* tombés dans la tourmente : Brunel de Peerard, son aîné, fondateur de la revue bonapartiste *Imperia*, René Péringuey délégué général aux Lycéens d'Action Française, mort au Champ d'honneur, et Jacques Lavoine, tué le 16 avril 1917.

Versé par Commission de Réforme dans l'Artillerie, Bernardini fut affecté lors de la reprise du Mort-Homme, à une batterie en position à la cote 310. Je savais qu'il

avait été gazé à l'ypérite en participant à la grande bataille, ignorant toutefois qu'il eût été réparateur-téléphoniste dans ce secteur au moment de la contre-offensive française. Ce qu'il ne sait probablement pas, c'est qu'en face se trouvait à la même date et dans le même secteur — en lisière du Bois des Corbeaux si mes souvenirs sont exacts — un ouvrier électricien de Hambourg, le *gefreiter* Ernst Johansen, lui aussi réparateur de lignes téléphoniques, qui n'est autre que l'auteur du livre le plus vrai sur la Première Guerre mondiale, *Quatre de l'Infanterie*, dont Pabst fit un film poignant.

Johansen, que j'ai connu à Paris en 1932, était membre du Parti Socialiste, et Bernardini militant d'*Action Française*. Je puis affirmer que l'un et l'autre avaient l'intime conviction — malgré la véhémence de certains chefs politiques, solidement retranchés derrière leur bureau — que les guerres franco-allemandes étaient de véritables guerres civiles. Cependant, 336.000 Allemands et 362.000 de nos compatriotes furent tués ou blessés à Verdun. Près d'un million de paysans allemands et 800.000 paysans français tombèrent, glorieusement certes, de 1914 à 1918. Pertes irréparables pour les deux nations, c'est-à-dire pour l'Occident.

C'est pourquoi le poète, consacrant à Verdun un sonnet du *Grand Septenaire*, nous montre la vieille place forte sachant se souvenir

*Que son salut l'attend en ces catalauniques
Où les Gaulois, unis aux peuples germaniques,
Du flot dévastateur ont sauvé la Cité.*

*Que s'éteignent enfin les saisonnières haines,
Moissonnant aux avrils les fleurs des chrétientés
Et triomphe au soleil la prime race humaine!*

*
**

Le soldat français avait gagné la guerre. Au lieu d'organiser le continent, de faire l'Europe, on imposa au vaincu le *Traité de Versailles*, « trop mou pour ce qu'il

avait de dur ». Ce monument d'imbécillité, fut consolidé à la date du 1^{er} février 1928 par cent trente-quatre autres traités, vains instruments diplomatiques qui conduisirent à la Croisade démocratique, à une nouvelle guerre plus atroce, plus insensée, à la suite de laquelle la France se retrouva isolée, sans empire, sans allié, et sans doctrine salvatrice.

Pourtant, de 1920 à 1939, des hommes comme Armand Bernardini, animés par la même foi ardente, ne cessèrent de combattre, sans reculer d'un pouce, dans la bataille des idées. Ils avaient compris le sens du drame, et d'abord que le plus grand danger qui menaçait le monde civilisé était le Bolchevisme, contre lequel il fallait s'unir. Il est curieux de constater que cette union qui se réclamait en France du « nationalisme intégral » avait un caractère internationaliste très marqué. Bernardini, c'est entendu, avait fondé *Le Nouveau Mercure* en mars 1914, le *Cercle Choiseul* l'année suivante, ce qui ne dut plaire ni aux Anglais, ni aux Anglophiles. Pourtant, après la tourmente, on vit *Le Nouveau Mercure* (1920) se transformer en *Revue du Siècle* (1925), tandis que Bernardini créait le *Bureau politique international*, organisme mondial de défense et de propagande contre la III^e internationale, c'est-à-dire le Komintern. Le premier, Bernardini s'est donc heurté au fameux problème de l'Internationale Nationaliste, qui n'est certes pas facile à résoudre, sinon en théorie.

On peut sourire. Cependant, nous serions plus rassurés, aujourd'hui, si nous savions qu'il existe dans les innombrables bureaux de l'état-major de l'O.T.A.N. des généraux doués d'énergie et de conviction, comme Bernardini et ses compagnons. Sans eux, ni l'agence *Aginter*, qui diffusait un bulletin en français, en anglais et en allemand, ni *Le Soleil*, organe des *Comités nationalistes de la Seine*, ni les *Cahiers Chrétienté-Occident*, ni *La Voix des Nations*, organe de la *Ligue universelle pour la Réforme de la Société des Nations*, n'auraient pu mener un combat difficile, opiniâtre, nécessaire. Armand Bernardini, y alla généreusement, de ses propres deniers pour garantir la totale indépendance de ces entreprises :

c'est ce qu'il faut ici rappeler à ceux qui ont la mémoire courte. Disons, en passant, qu'une *Ligue internationale pour la Réforme de l'O.N.U.* — laquelle a répété et aggravé les pires bourdes de la S.D.N. et qui impose le babélisme à toute la terre — aurait, de nos jours, quelques raisons d'exister.

Et notons, pour l'histoire, le nom des principaux collaborateurs des organismes que nous venons de citer : Alexandre d'Aste, Pierre Dominique, Jean Héritier, le poète Noël Vesper, qui devait être assassiné avec sa femme à Lourmarin en 1944, J. Ploncard d'Assac, Eugène Rouvellou, François de Romainville, Emmanuel Beau de Loménie, Ramon Fernandez, et un des meilleurs orateurs que j'aie connus : Xavier de Magallon, député de l'Hérault en compagnie duquel j'eus l'honneur de parler, salle Wagram.

Dès la déclaration de guerre en 1939 Bernardini, non mobilisable reprit du service. Au moment de la débâcle il allait partir comme volontaire avec le corps expéditionnaire de Narwick. Après quoi il vit dans un gouvernement investi par le Parlement et reconnu de jure par le Saint-Siège et toutes les puissances non belligérantes le gouvernement légitime de la France. En vertu de quoi il servit la Révolution Nationale du Maréchal Pétain et rejoignit parmi bien d'autres Abel Bonnard, Ramon Fernandez, Robert Brasillach, Paul Chack — autre martyr — Drieu La Rochelle, Jacques Boulenger, Jean Ajalbert et quelques autres, au sein des Cercles Populaires Français du P.P.F. Je crois avoir dit combien j'ai regretté qu'il n'ait pas été présent lorsque le cardinal Baudrillart, en décembre 1941, vint rendre, rue des Pyramides, une visite que nous lui avions faite à l'Institut Catholique.



Membre de l'Institut International d'Anthropologie, grand spécialiste de la science héraldique, Bernardini est un des hommes les plus curieux et les plus cultivés de son temps. Beaucoup en eurent la révélation lorsqu'il donna les preuves d'une érudition véritablement extraor-

dir
196
ten
vre
Ter
nul
le
Cat
dél
149
A
chè
elle
hist
jam
gne
pen
l'ess
Colo
sera

O
geai
neau

—
—
faisa
Et

«
hom
les h
leur

Be
la n
C'est
et la
qu'il

dinaire dans son *Christophe Colomb* (Les Sept Couleurs, 1961), passionnant comme un roman, qui établit l'appartenance de Cristobal Colon de Terra Rubra, le Découvreur, à la famille corse des Cristofari Colombani de Terra Rossa. Il en portait les Armes et, avant Bernardini, nul n'avait découvert ni l'âge — 49 ans en 1492 — ni le véritable nom du Descubridor, alors sujet des Rois Catholiques. Nul n'avait prouvé que Colomb avait abordé déjà au Nouveau Monde, où il ne fit que *retourner* en 1492.

Ainsi les anecdotes concernant « le mâtelassier génois » chères à l'ineffable Salvador de Madariaga, apparaissent-elles désormais comme des farces, indignes d'un véritable historien. Les documents, la thèse de Bernardini n'ont jamais été réfutés, et nous avons pu dire déjà en Espagne qu'il était le vrai découvreur de Colomb. Il est indispensable de lire son très beau livre pour comprendre l'essentiel de la prodigieuse aventure du corse Cristofaro Colombani de Terra Rossa, sans laquelle les Amériques seraient peut-être à présent peuplées de Chinois.



On me permettra de citer ici Abel Bonnard qui interrogeait un jour son vieil ami, le comte Primoli, sur Gobineau, qu'il avait bien connu à Rome.

— Eh bien ?

— C'était, répondit Primoldi, un vieux monsieur qui faisait de la sculpture.

Et Bonnard de conclure :

« Pourtant, le comte Primoldi était très curieux des hommes supérieurs, mais il les cherchait surtout parmi les hommes célèbres, ce qui n'était peut-être pas le meilleur moyen d'en trouver ».

Bernardini est également un « grand monsieur » par la naissance, la générosité, le mérite et la modestie. C'est assez rare, à une époque où la jactance, le bluff et la fausse intelligence triomphent avec éclat. Je dirai qu'il est un de ces hommes dont la supériorité apparaît

immédiatement, aussi bien dans l'art de vivre que dans celui d'écrire. Qu'il ait à décerner des éloges ou des critiques, qu'il nous parle de Colomb, de l'Organisation des Sans-Dieu, ou des Aryas de Bactriane, on retrouve dans son style certains caractères remarquables : une clarté, une élégance, qui offrent un parfait contraste avec le pathos des cireurs de bottes et des sergents de ville qui encombre notre étrange littérature. La plupart de ses démonstrations intéressant l'onomatologie ou l'ethnonymie sont des modèles.

C'est aussi un des maîtres de la citation, précise, soigneusement choisie, qui fait mouche, en sorte qu'en le lisant on pense plus souvent à Montesquieu qu'à Maurras, ce qui ne marque pas toujours une infériorité : j'avoue que je n'ai pas le courage d'en vouloir à Montesquieu.

Je comprends parfaitement que l'on ait pu être disciple de Charles Maurras il y a une cinquantaine d'années. Maurras est un grand écrivain français ; il lui a manqué, à mon avis, d'être un Occidental conscient. Nous les avons, malheureusement, *les Allemands* ! S'il n'y avait pas eu, il y a trente ans, une armée allemande entre l'Union Soviétique et la France, l'Europe entière serait soviétisée. Voilà ce que beaucoup ne veulent pas comprendre.

Nous ne pouvons pas oublier que des hommes de courage et de foi ont été assassinés parce qu'ils ont dit, écrit, que la victoire soviétique de Stalingrad était la plus grave défaite de l'Occident. Combien y a-t-il d'années que l'Occident n'a remporté de véritable victoire ? En septembre 1898, le capitaine Gouraud mit hors d'état de nuire le sanguinaire Samory. Deux ans plus tard, on liquida assez rondement les Boxers. Il serait plus difficile de liquider Mao, car on n'arrête pas le progrès ; et nous devons nous prosterner devant la Négritude, chère à Sartre, prix Nobel. Les victoires des maréchaux Lyautey et Pétain sur le continent africain considérées comme honteuses, ont été effacées.

Il s'est trouvé un Français pour affirmer que le IV^e Centenaire de Lépante devait être célébré avec éclat : c'est Bernardini-Sjøstedt. Il est vrai que cette suprême

vict
quer
voir
com
la f
sur
occa
le pr
Dam
Auss
sera
tomb
d'act
quatr
Crois
de N
vaien
de l'
tout

victoire d'une ultime croisade fut limitée dans ses conséquences du fait de certains égoïsmes peu soucieux de voir don Juan d'Autriche reconquérir Chypre pour le compte des Vénitiens. N'empêche que la menace que la flotte ottomane jusqu'alors invaincue faisait peser sur la Méditerranée était à jamais conjurée. C'est à cette occasion que le très grand pape qui s'en était voulu le promoteur, Saint Pie V, instaura le culte de Notre-Dame de la Victoire, devenue chez nous des Victoires. Aussi est-ce dans la Basilique Parisienne de ce nom que sera célébré, le 7 octobre 1971, en reprise d'une tradition tombée quelque peu en désuétude, un service solennel d'actions de grâce pour l'éclatante victoire il y aura quatre siècles jour pour jour de la flotte des derniers Croisés. Cher Bernardini ! Si par la grâce d'un miracle de Notre-Dame des Victoires les yeux des Français pouvaient demain s'ouvrir à d'éternelles évidences, le sens de l'Histoire, voilà ce qui, chez nous, bouleverserait du tout au tout l'ordre des choses...

SAINT-PAULIEN.

UN PROCES EN SUISSE :

Le procès du docteur Mathez

Il nous a paru utile de soumettre à nos lecteurs un compte rendu objectif d'un procès qui a été plaidé en Suisse il y a quelques mois et dont la presse française a très peu parlé. C'est un document remarquable sur l'esprit de notre temps. Il laisse apercevoir les « zones d'ombre » qui existent dans notre information, qui se prétend si scrupuleuse et si objective. Ces « zones d'ombre » s'étendent sur des « régions interdites » dont l'exploration n'est pas moins dangereuse que celle des forêts de l'Amazonie.

Rappelons, à l'intention de nos amis européens qui ne connaîtraient pas ce procès, que l'ouvrage du Dr J.-A. Mathez « Le passé, les temps présents et la question juive », a été brûlé sur ordre du Tribunal cantonal vaudois, sous prétexte qu'il aurait attaqué tous les Juifs, indistinctement, en tant que tels. Et nous avons eu l'occasion de réfuter cet argument en montrant que l'auteur critiquait toujours certains Juifs en raison de leurs actes, l'extension à tous les Juifs étant uniquement l'interprétation, arbitraire, du Tribunal lui-même. Aussi avons-nous pu conclure qu'avec une pareille jurisprudence tout examen critique des activités juives dans le monde pouvait se voir réprimé par les juges suisses, promus désormais au rang de censeurs.

Nous avons encore illustré la partialité et le manque de conscience professionnelle de la plupart des journalistes qui avaient rendu compte du procès pénal au cours duquel le Dr Mathez fut condamné à un mois de prison et nous avons pu réfuter le grief majeur d'incitation au crime en examinant

les
Trib
et a
a cr
mis
nelle
com
dans
nou
M
don
l'avc
du j
caus
a re
tion
dès
foi e
au l
mitif
enter
« —
coin
d'écr
pour
Un
tatio
en fa
le su
Or u
abus
de r
dolos
Juifs
qui
la lo
aux
ne sa
réser
Si,
nous
seme
Air
amou
Arab
pales
puisc
de c
Aussi

les textes de l'accusé plus exactement que ne l'avait fait le Tribunal qui, sous la pression semble-t-il des milieux juifs et alliés (le procureur réclamait huit mois d'emprisonnement), a cru devoir accorder cette satisfaction de principe aux ennemis de l'auteur. Ces journalistes, au lieu de suivre personnellement les débats, s'étaient recopiés les uns les autres, comme le prouvaient fort joliment les fautes d'orthographe dans les noms propres et notamment la désignation « Europe nouvelle » pour « Europe réelle » !

Mais il y a eu plus grave. Ces mêmes journalistes se sont donné le mot pour présenter la plaidoirie de M^e Comment, l'avocat du Dr Mathez, comme invoquant l'irresponsabilité du prévenu. Ce qui permettait de discréditer l'ouvrage en cause comme l'œuvre d'un aliéné. Or M^e Comment, en réalité, a relevé que le jugement civil, tout en ordonnant la destruction du livre, avait reconnu la bonne foi de l'auteur. Celui-ci, dès lors, est pénalement irresponsable parce que de bonne foi et parce qu'il a agi sans intention dolosive. Nous laissons au lecteur le soin de qualifier le procédé par lequel nos plunitifs ont transformé cet argument de la défense pour laisser entendre que le Dr Mathez méritait l'asile psychiatrique. « — Accusé Tartempion, vous avez heurté le plaignant au coin d'une rue. — Je n'ai pas fait exprès. » Et le journaliste d'écrire : « L'accusé se reconnaît irresponsable ; qu'attend-on pour lui mettre la camisole de force ! »

Un point subsidiaire mais révélateur réside dans l'argumentation par laquelle le Tribunal a refusé le sursis : d'une part en faisant valoir que, dans son livre, le Dr Mathez condamne le sursis, et d'autre part en relevant son absence de repentir. Or une lecture attentive montre que l'auteur s'en prenait aux abus du sursis et non au sursis lui-même. En outre l'absence de repentir s'explique entièrement par l'absence d'intention dolosive. L'accusé n'a jamais eu l'intention de nuire aux Juifs en tant que tels, mais uniquement de critiquer ceux qui ont mal agi, et il est persuadé de ne pas avoir enfreint la loi. A ce taux-là, et paradoxalement, le sursis sera refusé aux accusés injustement condamnés, lesquels, par définition, ne sauraient éprouver ni manifester de repentir ! Mais il sera réservé aux cas graves !

Si, maintenant, nous voulons tirer la leçon de ce procès, nous devons tout d'abord faire vœu de parler toujours élogieusement de tous les Juifs.

Ainsi, nous soutiendrons qu'Israël a fait ses conquêtes par amour de la paix, puisque seul un écrasement militaire des Arabes peut leur faire admettre la solution juive de la question palestinienne, solution d'ailleurs profondément humanitaire, puisqu'elle permet aux Palestiniens de se détacher des biens de ce monde dont on connaît toute l'influence corruptrice. Aussi mesurera-t-on toute l'abnégation israélienne de se char-

ger la conscience de ces mêmes biens de ce monde, uniquement pour en délivrer le prochain. Il serait injuste, également, de méconnaître l'esprit d'équité, véritablement social, des Juifs à l'égard des populations arabes : chacun est traité avec une égalité rigoureuse. Ainsi, lors du massacre de Deir Yassin, tous les habitants ont été expédiés dans l'au-delà sans aucun favoritisme. Et aujourd'hui encore, des villages entiers sont rasés sans préférence aucune pour quiconque. Ce sont là évidemment d'admirables vertus que nous n'aurons jamais la prétention de vouloir égaler.

En second lieu et subsidiairement, nous manifesterons très fort et devant notaire notre repentir le plus profond pour tous les passages où nous ne serions pas suffisamment élogieux à l'endroit d'Israël, de manière à nous réserver le sursis pour le cas où, en sus de la destruction de nos ouvrages, le Tribunal voudrait nous condamner à une peine de prison.

Moyennant quoi nous bénéficierons peut-être des libertés constitutionnelles.

(Communication d'un de nos Lecteurs.)

En Vente :

MAURICE BARDECHE

MARCEL PROUST romancier

TOME I

d'après les cahiers de brouillon inédits de Marcel PROUST

Plus de 200 références inédites.

1 Vol. in-8° de 420 pages. — Prix : 30 F. H.T.

(Le deuxième tome sera mis en vente en mars 1971)

LES SEPT COULEURS

68, rue de Vaugirard, PARIS (6^e). — C.C.P. 2182.19 Paris

EVREUX — Imprimerie H. DEVE & Cie N° 987

Le gérant : Maurice BARDECHE

ent
de
ifs
ne
in,
un
ont
là
ais

CHIQUE SEMAINE, LISEZ

RIVAROL

l'hebdomadaire de l'opposition nationale et européenne

en vente partout : 2,50 F

tes

SPECIMEN SUR DEMANDE

354, rue Saint-Honoré, Paris (1^{er})

CONNAISSEZ-VOUS

ECRITS DE PARIS

ST

la revue des questions actuelles ?

—:—

Spécimen gratuit sur demande

354, rue Saint-Honoré, Paris (1^{er})

ris

—:—

Extrait du catalogue des Editions des Sept Couleurs

68, rue de Vaugirard - Paris (6^e)

A C T U A L I T E

François DUPRAT. — Histoire des SS	27,00
B. de VIGNACOURT. — L'Agriculture soviétique de Lé- nine à Brejnev	10,50
Pierre FONTAINE. — L'aventure algérienne continue ..	10,50
Pierre FONTAINE. — Où mène le gaullisme?	7,50
Robert ANDERS. — L'Afrique australe	15,00

ŒUVRES DE ROBERT BRASILLACH

Poèmes de Fresnes	7,50
Lettre à un soldat de la classe 60	7,50
Chénier	6,00
Les Quatre Juedis	épuisé
Domrémy	20,00
Lettres écrites en prison (1944-1945)	15,00

ŒUVRES DE PAUL RASSINIER

Le véritable procès Eichmann	18,00
Le Drame des Juifs Européens	18,00

ŒUVRES DE PIERRE FONTAINE

Alerte au pétrole franco-saharien	15,00
Le Pétrole du Moyen-Orient et les Trusts	15,00
U.R.S.S.-U.S.A.	15,00
Abd-el-Krim, origine de la rébellion Nord-Africaine	15,00
Enquêtes noires	15,00
Les Secrets du Pétrole	15,00
L'Aventure du Pétrole Français	18,00

ŒUVRES DE MAURICE BARDECHE

Lettre à François Mauriac	9,00
Nuremberg ou la Terre promise (Interdit)	
Nuremberg II ou les Faux Monnayeurs	15,00
Les Temps Modernes	9,00
L'Œuf de Christophe Colomb	9,00
Qu'est-ce que le fascisme?	épuisé
Une lecture de Balzac	épuisé
Sparte et les Sudistes	15,00

COLLECTION « DEFENSE DE L'OCCIDENT »

La Jeunesse	7,50
La Question noire aux U.S.A.	7,50
Crimes de Guerre des Alliés	7,50
Drames et problèmes de l'Afrique	7,50
L'agression israélienne et ses conséquences	7,50
Les Nouveaux Communistes	7,50
Le Rideau de fer bouge	7,50
La Comédie de la Révolution	7,50
Les Fascismes inconnus	7,50

Remise 10 % à tous les abonnés de « Défense de l'Occident »
Envoi franco contre chèque ou virement à notre compte

CCP, LES SEPT COULEURS, 218.219 Paris